

APPROVISIONNEMENT DE L'ITALIE ET DE L'EUROPE EN GAZ

Tebboune: «Nous sommes déterminés à honorer nos engagements»

La présidente du Conseil des ministres de la République italienne, Giorgia Meloni, a effectué une visite officielle en Algérie, marquée par des rencontres de haut niveau avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le Premier ministre, Sifi Ghrieb. Cette visite, qualifiée de stratégique, s'inscrit dans le cadre du renforcement et de la consolidation du partenariat multiforme entre Alger et Rome. P 3

● **Meloni: «L'Algérie est notre partenaire le plus important en Afrique»**



HYDROCARBURES

Signature d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et le Niger P 2

PLUS DE 1 MILLIARD DE DOLLARS D'ÉCHANGES COMMERCIAUX

Algérie-Canada, un partenariat en pleine expansion P 5

ANP

Trois narcotrafiquants abattus à In Guezzam et 112 kg de cocaïne saisis P 5

FORMATION ET
ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNELS
**Réunion sur la mise
en œuvre du
référentiel national
des compétences**

Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels a tenu une réunion de travail et de coordination avec les représentants des différents secteurs ministériels, consacrée à la définition des mécanismes de concrétisation du Référentiel national de formation et de compétences, indique, mercredi, un communiqué du ministère.

"Dans le cadre de la continuité du processus d'élaboration et d'activation du Référentiel national de formation et de compétences, une réunion de coordination regroupant les représentants des différents secteurs ministériels s'est tenue mardi, consacrée à la poursuite de la coordination et à la définition des mécanismes de concrétisation de ce cadre structurel sur le terrain", précise la même source.

Les travaux ont porté sur "les moyens d'activer le Référentiel national de formation et de compétences à travers les différents secteurs, notamment par l'adaptation des offres de formation aux besoins réels du marché du travail, le renforcement de la coordination institutionnelle, et l'association des partenaires socio-économiques à la définition des compétences prioritaires, à même de garantir l'efficacité et l'applicabilité des programmes de formation".

"Le rôle pivot du Référentiel a été souligné pour le développement de l'ingénierie pédagogique du système de formation, à travers l'adoption de cursus de formation flexibles et adaptables, fondés sur une logique de construction progressive des compétences, de manière à renforcer l'employabilité des apprenants, et à rapprocher le système de formation des besoins des entreprises économiques et des projets d'investissement", note le communiqué.

Ces rencontres de coordination "s'inscrivent dans un processus participatif continu, qui vise à faire du Référentiel national de formations et de compétences un outil pratique et efficace d'accompagnement de la dynamique économique national et de soutien aux priorités du développement national", lit-on dans le communiqué.

APS

HYDROCARBURES

Signature d'un mémorandum d'entente entre l'Algérie et le Niger

Un mémorandum d'entente a été signé, avant-hier à Niamey (Niger), entre l'Algérie et la République du Niger dans le domaine des hydrocarbures, visant à promouvoir la coopération bilatérale à travers le développement de projets conjoints, a indiqué un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

Synthèse Reda Hadi

La cérémonie de signature s'est déroulée en marge des travaux de la 2e session de la Grande Commission mixte de coopération algéro-nigérienne, tenue à Niamey (Niger) les 23 et 24 mars courant, coprésidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, et son homologue nigérien, M. Ali Lamine Zeine Mahaman, avec la participation d'une importante délégation ministérielle composée de plusieurs membres du Gouvernement et de hauts responsables.

Le mémorandum a été signé par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, et le ministre du Pétrole de la République du Niger, M. Hamadou Tini, dans le cadre du renforcement des relations de coopération bilatérale et de l'élargissement des domaines de partenariat entre

les deux pays dans le secteur des hydrocarbures. Ce mémorandum d'entente vise à promouvoir la coopération bilatérale dans le domaine des hydrocarbures sur la base de l'intérêt mutuel et du respect des législations en vigueur dans chaque pays, à travers le développement de projets conjoints tout au long de la chaîne de valeur, notamment dans les domaines de l'exploration et de la production, des études géologiques, de l'échange d'informations techniques et scientifiques, ainsi que le renforcement des partenariats entre les sociétés nationales. Entre autres domaines de coopération figurent aussi la poursuite des activités de recherche et d'exploration dans le champ de Kafra, au nord du Niger, la modernisation et l'amélioration des performances de la raffinerie de Soraz, le développement du complexe pétrochimique de Dosso, ainsi que la coordination dans la mise en œuvre du pro-

jet de gazoduc transsaharien (TSGP), en sus de l'échange d'expertises dans les aspects techniques et environnementaux y afférents.

Le mémorandum prévoit en outre le renforcement de la coopération dans les domaines de la formation et du transfert de technologie, l'organisation de programmes de formation et l'échange d'experts, ainsi que le développement de partenariats entre les entreprises nationales, à l'instar de Sonatrach, Naftal et Sonidep, couvrant le transport, le stockage, la distribution et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement.

Par ailleurs, M. Arkab a tenu, lundi, des entretiens bilatéraux avec le ministre nigérien du Pétrole, M. Hamadou Tini, et le ministre des Mines, M. Abarchi Ousmane, portant sur les voies et moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines des hydrocarbures et des mines.

PORT DE SKIKDA

Exportation de 3 000 tonnes de rond à béton vers la Mauritanie

Une importante quantité de rond à béton a été chargée au port de Skikda à destination de la Mauritanie, dans le cadre du renforcement des échanges commerciaux entre l'Algérie et les pays africains.

Selon un communiqué de l'entreprise, la cargaison s'élève à 3 000 tonnes de rond à béton, un maté-

riau essentiel dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, ce qui reflète la demande croissante pour ce produit.

L'opération de transport maritime a été assurée par la compagnie nationale de navigation « Compagnie Nationale Algérienne de Navigation », qui continue de jouer un rôle clé dans le soutien aux exportations

algériennes hors hydrocarbures.

La même source précise que cette opération « s'inscrit dans la stratégie nationale visant à diversifier l'économie et à encourager les exportations », l'Algérie cherchant également à renforcer sa présence sur les marchés africains et à développer ses relations commerciales avec divers partenaires. Il

est à noter que ce type d'opérations devrait contribuer à accroître le volume des échanges commerciaux et à consolider la position des ports algériens en tant que pôles logistiques majeurs en Méditerranée et en Afrique.

R E.

ALGÉRIE-NIGER

Un renforcement multisectoriel de la coopération bilatérale

Par Z R/APS.

La coopération entre l'Algérie et le Niger connaît une nouvelle dynamique à la faveur de la tenue de la 2e session de la Grande Commission mixte algéro-nigérienne. En marge de ces travaux, plusieurs membres du gouvernement algérien ont multiplié les rencontres bilatérales avec leurs homologues nigériens, traduisant une volonté commune d'élargir et de consolider le partenariat entre les deux pays dans des secteurs stratégiques.

Dans le domaine des télécommunications et du numérique, le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, s'est entretenu avec son homologue nigérien, Adji Ali Salatou. Les discussions ont porté sur les moyens de développer les infrastructures, notamment à travers le renforcement des réseaux de fibre optique et de l'interconnexion, afin d'améliorer la qualité des services numériques dans la région. Les deux parties ont également évoqué la création de centres de compétences numériques et la mise en place de programmes de formation de formateurs, dans une optique de transfert de savoir-faire et de renforcement des capacités locales.

La coopération pourrait également s'étendre à l'accompagnement du Niger dans le lancement de nouveaux services numériques et postaux, en s'appuyant sur l'expérience algérienne dans ces domaines.

Sur le volet du travail et de l'emploi, le ministre Abdelhak Saihi a tenu des entretiens avec la ministre nigérienne de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi, Aissatou Abdoulaye Tondi.

Les discussions ont permis d'examiner un projet d'accord portant sur l'emploi et la mobilité de la main-d'œuvre, actuellement à l'étude par la partie nigérienne.

Le Niger a exprimé son intérêt pour l'expérience de l'Algérie, notamment dans les domaines de l'inspection du travail, de la santé et de la sécurité au travail, ainsi que pour la mise en place d'un partenariat entre les agences nationales de l'emploi des deux pays. L'Algérie s'est dite disposée à accompagner son partenaire, en fonction des priorités identifiées et des moyens disponibles. Une visite de travail de la ministre nigérienne en Algérie est d'ailleurs envisagée pour approfondir ces échanges. Par ailleurs, la coopération s'est également étendue au secteur de la formation

professionnelle. Le ministre Nacima Arhab a rencontré son homologue nigérien, Farmo Moumouni, pour définir une feuille de route commune. Celle-ci prévoit notamment la formation des formateurs, l'échange de contenus pédagogiques et un appui technique à la réhabilitation du Lycée professionnel d'amitié Niger-Algérie de Zinder.

Les deux parties ont également convenu de renforcer leur coopération dans les domaines du e-learning et de la formation à distance, ainsi que de promouvoir l'expérience algérienne en matière de centres de développement de l'entrepreneuriat au sein des établissements de formation.

Cette orientation vise à passer d'un simple échange d'expertises à la concrétisation de projets structurants, en adéquation avec les besoins du marché du travail.

Ces différentes rencontres se sont tenues dans le cadre de la Commission mixte coprésidée par le Premier ministre algérien, Sifi Ghrieb, et son homologue nigérien, Ali Lamine Zeine Mahaman. Elles illustrent la volonté des deux pays de hisser leur coopération à un niveau supérieur, en misant sur des secteurs clés tels que le numérique.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

APPROVISIONNEMENT DE L'ITALIE ET DE L'EUROPE EN GAZ

Tebboune: «Nous sommes déterminés à honorer nos engagements»

La présidente du Conseil des ministres de la République italienne, Giorgia Meloni, a effectué une visite officielle en Algérie, marquée par des rencontres de haut niveau avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le Premier ministre, Sifi Ghrieb. Cette visite, qualifiée de stratégique, s'inscrit dans le cadre du renforcement et de la consolidation du partenariat multiforme entre Alger et Rome.

Par Zahir R.

Dans une déclaration conjointe aux médias, le Président Tebboune a déclaré : « Je suis heureux de renouveler notre accueil à notre amie, Mme Giorgia Meloni, présidente du Conseil des ministres italien, et à la délégation qui l'accompagne. Votre visite nous permet de passer en revue l'état de nos relations bilatérales et de constater ensemble les progrès accomplis au cours des dernières années». Il a souligné le caractère stratégique du partenariat entre les deux pays, particulièrement dans le secteur de l'énergie, en affirmant : « L'Algérie reste un partenaire fiable et stratégique pour l'Italie et l'Europe. Nous sommes déterminés à honorer nos engagements dans un contexte mondial marqué par des défis liés à la sécurité des approvisionnements et à la stabilité des marchés internationaux du pétrole et du gaz». Au-delà de l'énergie, le président a mis en avant la volonté de l'Algérie et de l'Italie de développer leur coopération dans des domaines variés : « Nous nous engageons à approfondir notre collaboration dans les technologies de pointe, les start-ups, la formation, la recherche scientifique, les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, l'agriculture innovante et la sécurité alimentaire. Nous saluons également l'avancement rapide des projets du Plan Mattei pour l'Afrique, notamment la production de céréales et de légumineuses à Timimoun et la création du Centre d'excel-

lence algéro-italien « Enrico Mattei » dédié à la formation et à l'innovation agricole». La création de la Chambre de commerce algéro-italienne a également été confirmée afin de faciliter l'exploitation des opportunités économiques bilatérales. Le Président Tebboune a indiqué que « nous avons aussi souligné l'importance de renforcer la coopération culturelle, scientifique et humanitaire pour rapprocher nos peuples et de coordonner nos efforts dans la lutte contre l'immigration illégale, la traite des êtres humains, le terrorisme et la criminalité transfrontalière».

Meloni: «L'Algérie est notre partenaire le plus important»

Pour sa part, Giorgia Meloni a exprimé sa profonde gratitude pour l'accueil reçu et a rappelé l'importance stratégique de l'Algérie pour l'Italie : « L'amitié qui unit nos deux pays reste solide et exceptionnelle, surtout dans un contexte international marqué par une instabilité croissante. L'Italie et l'Algérie se sont soutenues à de nombreuses reprises et ont toujours été présentes l'une pour l'autre. La coopération entre nos deux pays devient de plus en plus un modèle à suivre». Mme Meloni a également insisté sur le rôle central de l'énergie dans ce partenariat. «Nous nous engageons à renforcer notre coopération, impliquant nos entreprises nationales Eni et Sonatrach. Nous explorerons de nouvelles perspectives telles que l'exploration maritime du gaz

(offshore), ce qui permettra, à moyen et long terme, d'accroître les flux de gaz de l'Algérie vers l'Italie», a-t-elle affirmé. La coopération bilatérale s'étend également aux énergies renouvelables et aux infrastructures stratégiques, renforçant l'interconnexion entre les deux rives de la Méditerranée et contribuant à la sécurité énergétique. Grâce au gazoduc TransMed, également appelé Mattei, reliant l'Italie à l'Algérie, ces projets s'inscrivent dans le cadre du Plan Mattei pour l'Afrique, visant un développement partagé entre pays producteurs et consommateurs. « L'Algérie est notre partenaire le plus important. Aujourd'hui, avec le président, nous avons évalué les différents projets que nous avons lancés», a-t-elle affirmé. Parmi les projets concrets évoqués, Mme Meloni a mentionné la valorisation de plus de 36 000 hectares de terres désertiques pour la production de céréales et légumineuses, dont la surface semée passera de 7 000 à 13 000 hectares en 2026. La cheffe du gouvernement italienne a ajouté que « nous travaillons également à la création d'un centre de formation professionnelle agricole dédié au nom d'Enrico Mattei, renforçant la dimension éducative et technique de notre partenariat». En somme, cette visite marque une étape majeure dans le renforcement du partenariat stratégique algéro-italien, alliant énergie, agriculture, formation et infrastructures, et illustre la volonté des deux pays de développer des projets communs à forte valeur ajoutée, au bénéfice de leurs économies et de la stabilité régionale.

ALGÉRIE-ITALIE Tebboune et Meloni évoquent la coopération et la stabilité régionale

Par Z R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, ont tenu un point presse conjoint à l'issue de la visite officielle de la cheffe du gouvernement italien en Algérie. Cette rencontre a permis un échange approfondi sur les questions régionales et internationales, ainsi que sur le renforcement de la coopération bilatérale. Sur le plan international, le président Tebboune a souligné le rapprochement des positions algériennes et italiennes sur plusieurs dossiers, notamment au Moyen-Orient. Il a insisté sur la nécessité de mettre fin immédiatement à toute forme d'escalade et de privilégier le dialogue et la diplomatie, tout en respectant la souveraineté des États et la sécurité de leurs populations. Concernant la question palestinienne, l'Algérie a réaffirmé sa condamnation des violations graves du droit international humanitaire à Gaza et a appelé à intensifier les efforts internationaux pour une solution juste et durable, garantissant le droit du peuple palestinien à un État indépendant. Sur le continent africain, le président Tebboune a évoqué les résultats de la deuxième conférence Afrique-Italie à Addis-Abeba, exprimant sa préoccupation face à la situation au Sahel et la nécessité de renforcer la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée. La situation en Libye a également été abordée : l'Algérie et l'Italie insistent sur l'urgence de trouver des solutions garantissant l'unité du pays et la souveraineté du peuple libyen. Concernant le Sahara occidental, l'Algérie a réaffirmé son engagement pour une solution politique juste permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément aux résolutions des Nations Unies.

Z R.

FACE AUX INCERTITUDES DU GNL MONDIAL

L'Algérie, l'alternative de confiance de l'UE

Par Selma R.

Dans un contexte énergétique mondial marqué par de fortes incertitudes géopolitiques, l'Algérie confirme son rôle stratégique dans la sécurisation des approvisionnements en gaz de l'Europe. Les dernières données relatives aux importations de l'Union européenne au cours des premiers mois de 2026 mettent en évidence le poids croissant d'Alger dans l'équation énergétique du continent. Au total, les importations européennes de gaz par gazoducs ont atteint 24 milliards de mètres cubes durant les deux premiers mois de l'année, en hausse de 3 % sur une base annuelle, selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Dans cette configuration, l'Algérie s'impose comme le deuxième fournisseur de l'Europe avec une part de 22

%, derrière la Norvège qui domine largement avec 58 % des flux. Cette position conforte le rôle central du gaz algérien dans la diversification des sources d'approvisionnement de l'Union européenne, engagée depuis 2022 dans une stratégie visant à réduire sa dépendance aux livraisons russes. Dans ce contexte, la stabilité relative des flux en provenance d'Algérie apparaît comme un facteur clé de résilience pour les marchés européens. Si les exportations algériennes ont connu de légères variations selon les destinations (avec un recul marginal de 0,2 % vers l'Espagne et de 1 % vers l'Italie), elles demeurent globalement stables, contribuant à garantir un socle d'approvisionnement fiable pour l'Europe du Sud. Cette régularité contraste avec la volatilité observée sur d'autres axes énergétiques, notamment dans un en-

vironnement international marqué par des tensions accrues. La situation géopolitique actuelle, notamment les répercussions du conflit impliquant l'Iran et les perturbations affectant les routes maritimes stratégiques comme le détroit d'Hormuz, renforce davantage l'importance des approvisionnements par gazoducs. Contrairement au gaz naturel liquéfié, exposé aux aléas du transport maritime, le gaz acheminé via des infrastructures terrestres offre une sécurité d'approvisionnement accrue. Dans ce cadre, l'Algérie bénéficie d'un positionnement géographique avantageux et d'infrastructures gazières directement connectées au marché européen, ce qui en fait un partenaire énergétique de premier plan. Alors que l'Union européenne appelle à une préparation anticipée pour le remplissage des stocks en vue de l'hiver prochain, la

fiabilité des livraisons algériennes constitue un levier essentiel pour éviter les tensions sur les prix et assurer la continuité de l'approvisionnement. Par ailleurs, les autorités européennes reconnaissent que, malgré les progrès réalisés dans la diversification des sources d'énergie et le développement des capacités locales, la sécurisation des approvisionnements reste un enjeu majeur. Dans ce contexte, des partenaires comme l'Algérie jouent un rôle déterminant dans l'équilibre du système énergétique européen. La valeur stratégique du gaz algérien repose sur un double avantage : la proximité et la fiabilité. Face à la volatilité internationale, l'Algérie s'impose comme un acteur incontournable de la résilience énergétique européenne, se positionnant dès aujourd'hui comme un fournisseur clé pour les défis énergétiques de demain.

LE SALON "EQUIP AUTO ALGERIA" DU 30 MARS AU 2 AVRIL À ALGER

500 exposants issus de 11 pays attendus

La 20e édition du salon "Equip auto Algeria" se tiendra du 30 mars au 2 avril au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), avec la participation de 500 exposants et marques venant de 11 pays, indiquent les organisateurs.

L'évènement rassemblera plusieurs acteurs et professionnels de la filière: fabricants, équipementiers, sous-traitants, distributeurs, experts internationaux, note la même source, ajoutant que cette manifestation mettra particulièrement en avant le savoir-faire industriel algérien.

"65 % des exposants algériens sont des fabricants, un record qui illustre la dynamique croissante des producteurs locaux (pièces, composants, lubrifiants, pneumatiques, batteries, produits techniques)", relève-t-on de même source.

Quatre pavillons nationaux seront présents lors de cette manifestation spécialisée: Inde, Chine, Corée du Sud et Turquie aux côtés d'exposants venus de Pologne, d'Italie, de France, de Tunisie et d'Allemagne.

Réservé aux professionnels, le salon devrait accueillir pas moins de 15.000 visiteurs, offrant ainsi une plateforme stratégique pour les rencontres B2B, les partenariats et investissement ainsi qu'un accès privilégié aux tendances et innovations du secteur.

En marge du salon, une conférence sera consacrée au thème "Le Made in Algeria : pilier stratégique de la souveraineté industrielle dans la filière des équipements automobiles". Elle réunira industriels, experts, institutionnels et donneurs d'ordres afin d'échanger sur les perspectives, les défis et les leviers de développement de la production locale.

APS

SEAAL -ALGERIA VENTURE

Programme d’accélération de l’innovation dans le service public entre

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a signé, mardi à Alger, un protocole d'accord avec l'accélérateur public Algeria Venture pour le lancement d'un programme commun d'accélération destiné à accompagner et à appuyer les start-up porteuses de projets innovants dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement.

Le protocole a été signé par le Directeur général de la SEAAL, Reda Boudab, et le Directeur général d'Algeria Venture, Lyes Abdoun, en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'eau.

Cet accord a pour objet de concrétiser un programme commun d'accélération reposant sur le développement de projets pilotes innovants à même de contribuer à l'amélioration de la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement. Le premier projet pilote

lancé dans ce cadre concerne un système de gestion à distance d'un site hydraulique, en partenariat avec une start-up, ont annoncé les responsables de la SEAAL, précisant que cette initiative illustre l'orientation de la Société, désormais tournée vers l'innovation et l'encouragement des solutions technologiques modernes, dans une démarche visant à améliorer le service public dans le secteur. De son côté, le Directeur général d'Algeria Venture a indiqué que l'accélérateur public s'emploie à accélérer la croissance des start-up, notamment celles nécessitant un financement, tout en les mettant en relation avec des opérateurs économiques, avec pour objectif d'étendre cette initiative à d'autres domaines comme l'intelligence artificielle.

Organisée sous le thème "L'eau, source d'égalité", la Journée mondiale de l'eau a permis aux micro-entreprises et aux start-up d'expo-

ser leurs innovations et de renforcer leur lien avec les professionnels dans le secteur.

A cette occasion, le Secrétaire général du ministère de l'Hydraulique, Omar Bougueroua, a réaffirmé l'engagement de l'Etat à protéger les ressources hydriques en adoptant des politiques ambitieuses visant à garantir l'approvisionnement des citoyens en eau, à travers la concrétisation de grands projets de transfert d'eau et l'interconnexion des barrages, assurant ainsi un équilibre hydrique entre les différentes régions du pays. Evoquant les efforts consentis pour faire face au stress hydrique résultant du changement climatique, à travers le développement des ressources non-conventionnelles, notamment le dessalement de l'eau de mer, le même responsable a rappelé la mise en service de 19 grandes stations et de 13 unités de dessalement.

R E.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

SEAAL passe en revue ses innovations numériques

La Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) a célébré, mardi, la Journée mondiale de l'eau, en passant en revue ses récentes innovations numériques visant à améliorer le service public et en assurer l'égalité d'accès, indique un communiqué de la société. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des festivités officielles organisées à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau au Palais de la culture Moufdi Zakaria (Alger), sous le thème "L'eau, source d'égalité". A cette occasion, les récentes innovations de la SEAAL visant à renforcer

l'égalité d'accès à un service public moderne et de qualité ont été passées en revue, dont le lancement d'une application mobile pour moderniser les numéros d'identité nationale des clients, ce qui permet un enregistrement précis des clients et un traitement juste et transparent, en sus de faciliter l'accès aux services électroniques à distance. La SEAAL a également présenté un système numérique de gestion de la qualité de l'eau au niveau du laboratoire central, englobant toutes les étapes d'analyse, allant de l'enregistrement du client au relevé systéma-

tique des résultats, conformément aux plus hautes normes sanitaires internationales pour assurer l'accès de tous les clients à des eaux sûres. En marge des festivités, la société a signé un protocole d'accord avec la société "Algeria Venture" pour le lancement d'un programme d'accélération destiné à soutenir les start-up porteuses de projets innovants dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, et concrétise le premier projet pilote de ce programme de gestion à distance d'un site hydraulique, en partenariat avec une start-up.

La SEAAL organise également des activités similaires à Tipaza, Boumerdès et Tizi Ouzou pour renforcer la sensibilisation des citoyens à l'importance de préserver les ressources hydriques et mettre en avant les efforts de la société dans l'amélioration de la qualité du service public. La société a souligné son engagement à continuer à investir dans la numérisation et l'innovation pour réaliser la justice et l'égalité et assurer une gestion durable répondant aux aspirations des citoyens.

APS

ADAPTÉES AU MARCHÉ EUROPÉEN AU MCE 2026

LG Electronics présente une gamme complète de solutions HVAC

LG Electronics (LG) présente son portefeuille complet de solutions de chauffage, ventilation et climatisation (HVAC) au salon Mostra Convegno Expocomfort (MCE) 2026 à Milan, en Italie, du 24 au 27 mars. Les dernières solutions résidentielles et commerciales de LG, y compris ses unités intérieures de pompes à chaleur air-eau primées à l'IF Design Award 2026, sont conçues pour répondre à l'accélération de l'électrification en Europe et à la diversité des environnements d'installation. LG a renforcé son portefeuille de chauffage résidentiel avec une offre élargie de solutions d'eau chaude optimisées pour les habitations européennes. Cette gamme étendue comprend notamment le Therma V™ Monobloc S tout-en-un fonctionnant au réfrigérant R290, qui peut être associé à un ballon tampon, un ballon d'eau chaude sanitaire et un contrôleur afin de constituer une solution1 unique à haute efficacité pour le chauffage des espaces et la production d'eau chaude.

Également présentées au MCE, les nouvelles unités intérieures de LG pour les systèmes de pompe à chaleur air-eau. Les unités Control, Hydro et Combi arborent un design raffiné et premium qui s'intègre harmonieusement à la plupart des intérieurs, et intègrent une interface tactile

couleur de 6,8 pouces pour une utilisation intuitive. L'unité Combi prend en charge le chauffage, le refroidissement et la production d'eau chaude,

tandis que l'unité Hydro facilite l'installation grâce à son accès frontal et son système de fixation par support.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 24 مارس 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Mars 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		المنتجات
DA / Kg			دج / كغ		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	73	83	64	البطاطا
	Tomate	138	152	123	الطماطم
	Oignon sec	100	109	92	البصل الجاف
	Ail sec	1002	1096	907	الثوم الجاف
	Carotte	108	121	95	الجزر
	Navet	128	142	113	اللفت
	Choux fleur	132	145	120	قرنبيط
	Choux	93	104	82	الكرنب
	Courgette	116	130	102	الكوسة
	Haricot vert	455	484	425	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	159	174	144	الخس
Fruits frais	Orange	222	270	173	البرتقال
	Citron	184	209	158	الليمون
	Pomme locale	435	519	351	التفاح المحلي
	Datte	514	644	383	التمر
	Banane	460	481	440	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1953	2100	1805	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	433	445	421	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	98	105	92	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,84	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 399,00	NC	0,00	-0,01	-0,77	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	NC	0,00	0,00	1,57	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 230,00	2229,00	-0,04	-0,45	-1,77	10,63	5,61	1100	2 451 900,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,24	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	420,00	0,00	0,00	3,56	3,97	5,00	15	6 300,00

PLUS DE 1 MILLIARD DE DOLLARS D'ÉCHANGES COMMERCIAUX

Algérie-Canada, un partenariat en pleine expansion

Sous l’impulsion d’une croissance soutenue des flux commerciaux, l’axe Alger-Ottawa franchit un palier historique en dépassant le milliard de dollars d’échanges. Mme Robin Wettlaufer, ambassadrice du Canada en Algérie, a salué la vigueur de ce partenariat, soulignant une trajectoire ascendante riche en opportunités de développement.

Par Selma R.

Selon la diplomate, les échanges bilatéraux ont atteint près de 1,6 milliard de dollars canadiens au cours de l’année écoulée, un niveau qui illustre l’importance croissante de l’Algérie dans la stratégie commerciale du Canada en Afrique. « L’Algérie est aujourd’hui le plus grand marché pour les exportations canadiennes sur le continent africain », a-t-elle souligné au micro de la télévision algérienne, insistant sur le caractère structurant de cette relation économique. Cette progression est également portée par une amélioration significative des exportations algériennes vers le Canada, qui ont enregistré une hausse de 51 %. Une évolution que Mme Wettlaufer considère comme « une très forte impulsion pour notre partenariat économique », traduisant une dynamique plus équilibrée des échanges entre les deux pays. L’ancrage économique canadien en Algérie dépasse le simple cadre commercial avec plus de 100 entreprises implantées sur le territoire. Ces investissements, concentrés

dans des secteurs de pointe, s’appuient sur l’expertise de cadres biculturels issus de la diaspora. Ce lien humain est, selon l’ambassadrice, un moteur de croissance essentiel : « Beaucoup de membres de cette communauté réussissent au Canada, puis utilisent leurs réseaux pour contribuer au développement économique des deux pays », a expliqué Mme Wettlaufer. Les perspectives de coopération reposent également sur une forte complémentarité entre les deux économies. Le Canada, riche en ressources naturelles et doté d’un tissu industriel innovant, dispose d’une expertise reconnue dans des domaines tels que le secteur minier, les technologies de l’énergie propre ou encore la capture du carbone. Autant de créneaux susceptibles d’accompagner les ambitions de diversification de l’économie algérienne. « Il existe de nombreuses opportunités pour renforcer notre coopération, notamment dans les secteurs clés où nous avons une expertise avérée », a affirmé Mme Wettlaufer. Par ailleurs, la connectivité entre les deux pays contribue à soutenir cette dynamique. La liaison aérienne

directe entre Alger et Montréal facilite les déplacements des hommes d’affaires, des étudiants et des investisseurs, renforçant ainsi les échanges humains et économiques. « Cette ligne permet au monde des affaires de se déplacer plus facilement et de développer davantage les relations commerciales », a-t-elle précisé. Dans un contexte mondial marqué par la nécessité de diversifier les partenariats économiques, le Canada voit en l’Algérie un partenaire stratégique. « Nous avons appris qu’il est essentiel de diversifier nos relations économiques, et l’Algérie peut jouer un rôle important dans cette stratégie », a indiqué la diplomate. Enfin, l’Algérie apparaît également comme une porte d’entrée vers le marché africain pour les entreprises canadiennes. Grâce à sa position géographique et aux investissements réalisés dans les infrastructures, le pays offre des perspectives d’expansion à l’échelle continentale. « Nos entreprises ont pu, à partir de l’Algérie, établir des contacts non seulement avec des partenaires locaux, mais aussi avec des acteurs de toute l’Afrique », a-t-elle ajouté.

DE LA DERMO-COSMÉTIQUE À LA DERMO-PHARMACEUTIQUE

La nouvelle ambition de ThinkerCare Group

Le groupe ThinkerCare Group annonce le lancement prochain d’une nouvelle gamme de produits, marquant une nouvelle étape dans le développement de ses activités dans le domaine du soin et de la santé de la peau. Déjà présent dans l’univers de la dermo-cosmétique à travers ses marques Touché et Belnco, le groupe élargit aujourd’hui son champ d’action en investissant le segment

dermo-pharmaceutique, situé à la croisée des soins dermo-cosmétiques et des solutions pharmaceutiques. Cette nouvelle gamme a été développée afin de répondre à des besoins dermatologiques spécifiques, en s’appuyant sur une approche combinant innovation, expertise scientifique et exigences pharmaceutiques. Elle comprendra notamment des solutions anti-acné, anti-infectieuses, antibactériennes

et antifongiques, destinées à accompagner la prise en charge de différentes problématiques cutanées. À travers cette initiative, ThinkerCare Group poursuit sa stratégie de développement visant à renforcer son positionnement dans l’écosystème du soin et de la santé, tout en contribuant à l’émergence d’une offre locale innovante dans ce domaine. Le groupe affirme également sa volonté de valoriser le sa-

voir-faire algérien et de positionner le “Made in Algeria” comme un standard de qualité capable de répondre aux exigences des marchés nationaux et internationaux. La nouvelle gamme dermo-pharmaceutique sera introduite prochainement sur le marché et s’adressera aussi bien aux professionnels de santé qu’aux consommateurs.

R E.

ORAN

Ouverture du 5e colloque national des ingénieurs agronomes à partir de samedi prochain

L’Université d’Oran 2 "Mohamed Benahmed" abritera, les 28 et 29 mars en cours, les travaux du 5e colloque national des ingénieurs agronomes, placé sous le thème "L’ingénieur agronome, leader de la transformation numérique et de l’innovation à l’ère de l’intelligence artificielle", a-t-on appris, mercredi, auprès des organisateurs. Cette rencontre, organisée par l’Union nationale des ingénieurs agronomes, devra réunir près de 150 participants, notamment des ingénieurs agronomes issus de différentes wilayas du pays, ainsi que des représentants d’organismes nationaux concernés par le secteur agricole, des agriculteurs, des éleveurs, des gestionnaires d’entreprises agricoles privées, en plus de centres de

recherche dans le domaine agricole et des zones arides, des organismes de contrôle et de certification des semences et plants, des bureaux d’études et des laboratoires d’analyses des sols et des eaux, selon la même source. Cette manifestation vise à offrir un espace scientifique et professionnel de dialogue et d’échange d’expériences, tout en mettant en lumière les outils et mécanismes de modernisation de l’agriculture algérienne à l’ère des transformations numériques. Elle ambitionne également d’élaborer des recommandations stratégiques et opérationnelles concrètes à même de soutenir les politiques publiques et de renforcer la sécurité alimentaire en tant que choix national stratégique, tout en valorisant le rôle des compétences natio-

nales dans la conduite du développement agricole durable, selon une note de l’Union nationale des ingénieurs agronomes. Le programme de cette édition comprend une série de conférences et d’ateliers articulés autour de trois axes principaux : "Le transfert des connaissances et des technologies et la transformation technique en agriculture", "Atelier pratique sur la lecture des analyses des sols et des eaux et leur exploitation dans l’élaboration des programmes de fertilisation", et "Le cadre législatif et institutionnel pour la modernisation du secteur agricole", en plus de sessions de formation optionnelles encadrées par des experts dans le domaine, a-t-on ajouté.

APS

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 3

Signature des accords de partenariats pour la promotion de la publication scientifique et la transformation numérique

L’université Salah Boubnider (Constantine 3) vient de signer des accords de partenariats avec l’Office des publications universitaires (OPU) et la Bibliothèque numérique universitaire en vue de promouvoir les publications scientifiques et la transformation numérique, a indiqué, mercredi le recteur, Pr. Chaâbane Baitiche. Le même responsable a précisé à l’APS que ce partenariat s’inscrit dans une

démarche de renforcement de la coopération institutionnelle et de soutien au développement de l’enseignement supérieur, notamment dans les domaines de l’édition scientifique et des ressources numériques. L’accord vise à améliorer l’accès aux ouvrages et aux contenus académiques, à faciliter l’utilisation des ressources scientifiques modernes, et à accompagner les étudiants, enseignants et chercheurs dans leurs activi-

tés pédagogiques et de recherche, selon la même source. La valorisation de la production scientifique universitaire, l’encouragement de la publication selon les standards académiques reconnus et le soutien de la transformation numérique du secteur de l’enseignement supérieur, figurent également parmi les principaux objectifs de ce partenariat, selon le même responsable.

APS

ANP Trois narcotrafiquants abattus à In Guezzam et 112 kg de cocaïne saisis

Trois narcotrafiquants armés de nationalité étrangère ont été abattus à In Guezzam, 33 autres ont été interceptés et 112 kg de cocaïne saisis, lors d’opérations menées par des détachements de l’Armée nationale populaire (ANP) à travers les Régions militaires entre le 18 et le 24 mars, indique mercredi un bilan opérationnel de l’ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l’ANP ont exécuté, durant la période allant du 18 au 24 mars 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", des détachements de l’ANP ont abattu 3 narcotrafiquants armés de nationalité étrangère, suite à un accrochage avec un groupe criminel à In Guezzam en 6e Région militaire, et saisi 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov ainsi que divers effets, alors que d’autres détachements combinés de l’ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d’opérations exécutées à travers les Régions militaires, 33 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d’introduction de 12 quintaux et 98 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, en outre 112 kilogrammes de cocaïne et 928.895 comprimés psychotropes ont été saisis", ajoute le communiqué. "A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Djanet, des détachements de l’ANP ont arrêté 82 individus et saisi 24 véhicules, 65 groupes électrogènes, 31 marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d’or brut et de pierres et d’équipements utilisés dans des opérations d’orpaillage illicite", selon la même source. De même, "12 autres individus ont été appréhendés, un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un fusil semi-automatique de type Seminov, 9.890 litres de carburants, ainsi que 31 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, et ce, lors d’opérations distinctes", a-t-on ajouté. Par ailleurs, "les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d’émigration clandestine et procédé au sauvetage de 83 individus à bord d’embarcations de construction artisanale, alors que 227 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l’ANP.

APS

MILA

Plus de 6 millions m3 d’eau du barrage de Béni Haroun pour irriguer les surfaces céréalières du périmètre de Teleghma

Un volume de 6,5 millions m3 d'eau du barrage de Béni Haroun ont été réservés durant l'année en cours pour irriguer les surfaces céréalières sur le périmètre d'irrigation de Teleghma au Sud de la wilaya de Mila. Ce quota d'irrigation destiné à l'irrigation des cultures céréalières au niveau du périmètre de Teleghma est en augmentation différentielle à celui de 2025 qui avait atteint 5 millions de m3, a précisé le représentant de l'unité locale de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID) dans les explications données, mardi aux autorités locales qui ont présidé la célébration de la journée mondiale de l'eau (22 mars) à la maison de la culture Moubarek El Mili. Selon la même source, un autre quota d'eau du barrage de Béni Haroun sera mobilisé pour l'irrigation des autres cultures, notamment d'ail, de pomme de terre et d'arbres fruitiers sur le même périmètre. La célébration de la journée mondiale de l'eau a donné lieu à des diverses activités et expositions sur le secteur de l'hydraulique avec la participation des unités de plusieurs entreprises dont l'Algérienne des eaux (ADE), l'ONID et l'Organisme national de contrôle technique de la construction hydraulique

APS

KHENCHELA

Achèvement des travaux de réhabilitation des deux bibliothèques suburbaines des communes de Babar et d’Ouled Rechache

Les travaux de réhabilitation des deux bibliothèques suburbaines dans les communes de Babar et d'Ouled Rechache, dans la wilaya de Khenchela, ont été achevés hier lundi, a indiqué mardi le directeur de la culture et des arts, Mohamed El Alouani. La remise en service de ces deux infrastructures se fera en coordination avec les services communaux de Babar et d'Ouled Rechache, le 16 avril prochain, à l'occasion de la célébration de la Journée du Savoir, selon le même responsable, précisant que les travaux ont été portés sur le revêtement du sol, la peinture des murs, l'étanchéité ainsi que la rénovation des sanitaires. Il a également indiqué que les travaux de réaménagement des deux bibliothèques ont duré quatre (4) mois, rappelant que les deux projets ont nécessité une enveloppe financière globale de 40 millions de dinars, allouée dans le cadre du programme sectoriel du ministère de la Culture et des Arts. Par ailleurs, le même responsable a fait savoir que les travaux de réhabilitation de la maison de la culture « Ali Souaihi », située au centre-ville de Khenchela, ont atteint un taux d'avancement de 85 %, précisant que leur achèvement est prévu « avant la fin du mois de mai prochain ». Il a ajouté qu'une enveloppe financière supplémentaire de 32 millions de dinars (DA) a été allouée à la réhabilitation de la salle de spectacles de cette infrastructure culturelle.

Agence

À TRAVERS DE GRANDS PROJETS STRUCTURANTS

Consolidation de la sécurité hydrique dans la partie ouest d’Oran

La partie ouest de la wilaya d'Oran connaît une dynamique accélérée en matière de renforcement de la sécurité hydrique, à travers la réalisation de grands projets structurants visant à garantir la continuité de l'approvisionnement en eau potable, selon une démarche qui s'inscrit dans une approche nationale accordant une attention particulière à cette ressource vitale, considérée comme un pilier essentiel du développement durable.

En tête de cette dynamique figure l'usine de dessalement d'eau de mer du "Cap Blanc", d'une capacité de production estimée à 300.000 mètres cubes/jour, qui a fêté, en février dernier, une année complète d'exploitation. Cette station a démontré son efficacité dans le renforcement des capacités de production et la stabilisation de l'approvisionnement dans la région ouest de la wilaya d'Oran, ainsi que dans les wilayas voisines, notamment face aux défis liés à la rareté des ressources traditionnelles et à l'irrégularité de prélèvement.

Dans ce contexte, le directeur de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR), Oussama Helaïli, a indiqué que l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya d'Oran repose actuellement à 97 % sur l'eau dessalée. Il a précisé que le renforcement de la sécurité hydrique dans la partie ouest de la wilaya ne se limite pas au dessalement de l'eau de mer, mais englobe également le développement des réseaux de stockage et de distribution à travers le lancement de plusieurs projets structurants.

Parmi ces projets figure la réalisation d'une nouvelle conduite parallèle au système de Tafna, s'étendant sur 26 km, depuis le point kilométrique 42, dans la commune de Boutlelis jusqu'au réservoir d'Aïn El Beïda, d'une capacité totale estimée à 100.000 mètres cubes. Une enveloppe financière de 9 milliards de dinars lui a été allouée, avec le lancement des travaux prévus au quatrième trimestre 2026, après l'achèvement des procédures administratives.

L'importance stratégique de ce projet réside dans la garantie de la continuité du service, grâce à la mise en place d'un itinéraire alternatif permettant de transférer les flux d'eau en cas de pannes ou d'incidents

sur la conduite actuelle, entraînant ainsi des interruptions affectant les citoyens, notamment en périodes de forte consommation.

Ce projet contribuera également à réduire la dépendance aux stations de dessalement en situation d'urgence, la wilaya enregistrant actuellement une perte comprise entre 90.000 et 100.000 mètres cubes/jour en cas d'arrêt ou de baisse de production de certaines stations, notamment celle de "Chatt El Hilal", ce qui souligne l'importance de disposer d'alternatives pour compenser ce déficit.

Un système intégré pour assurer la durabilité de l'approvisionnement

Ce système repose sur le principe de complémentarité entre les différentes ressources, fonctionnant en parallèle avec la production de l'usine de "Cap Blanc", afin de mettre en place un réseau flexible et équilibré, capable de répondre à des scénarios différents, en conditions normales comme exceptionnelles, notamment lors des périodes de maintenance ou d'arrêts liés aux aléas climatiques. Par ailleurs, le cratère de « Dzioua » se distingue comme l'une des infrastructures de soutien à ce système, jouant un rôle important dans le stockage et la régulation de la distribution de l'eau. Il a récemment entamé son remplissage à partir des barrages de "Sekkak" et "Bougherara" dans la wilaya de Tlemcen, atteignant un niveau de 4,2 millions de mètres cubes sur une capacité totale de 13 millions de mètres cubes, avec pour objectif d'atteindre entre 6 et 7 millions de mètres cubes avant la saison estivale. Ce stock offrira une marge de sécurité supplémentaire permettant d'assurer un approvisionnement stable de la popula-

tion, notamment pendant les périodes de pointes marquées par une hausse de la demande en eau dans le littoral oranais, une zone à forte vocation touristique, renforçant ainsi la capacité du système à faire face aux pressions saisonnières. Dans le même cadre, le directeur de l'Agence du bassin hydrographique d'Oran-Chott Chergui, compétent de l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE), Mohamed Tabache, a indiqué que la mise en service de l'usine de dessalement, en février 2025, a permis une notable de l'alimentation en eau potable des populations. Il a souligné que cette réalisation stratégique a permis de relever un défi majeur posé ces dernières années, faisant du dessalement de l'eau de mer une option incontournable pour garantir la sécurité hydrique. Il a ajouté que cette infrastructure, réalisée dans le cadre du programme complémentaire du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ne bénéficie pas uniquement à la wilaya d'Oran, mais s'étend également aux wilayas voisines telles qu'Aïn Temouchent et Sidi Bel-Abbes, illustrant ainsi sa dimension régionale dans le rééquilibrage des réseaux d'alimentation en eau dans l'Ouest du pays. De son côté, le chef de projet de l'usine de "Cap Blanc", Bensaédane Hamou Yanis, a affirmé que cette infrastructure constitue un acquis stratégique, contribuant à sécuriser l'approvisionnement en eau potable pour la wilaya d'Oran et les wilayas limitrophes. Il a également souligné que sa a été assurée par des compétences algériennes, tant au niveau des études, de l'exécution que de la gestion, renforçant ainsi la souveraineté technique nationale dans ce domaine vital

APS

SDEM "FOUKA 2"

Acheminement de près de 80 000 m³ d’eau dessalée par jour vers Blida

La wilaya de Blida bénéficie quotidiennement d'un volume important d'eau dessalée acheminée depuis la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) "Fouka 2" de Tipasa, soit environ 80 000 m³/jour qui ont contribué à améliorer l'approvisionnement de la population en cette ressource vitale, a-t-on appris mardi auprès de la Direction des ressources en eau et de l'hydraulique. Le directeur local du secteur, Abdelkrim Allouche, a précisé, en marge de la célébration de la Journée mondiale de l'eau, célébrée annuellement le 22 mars, que la wilaya reçoit quotidiennement une partie importante d'eau dessalée provenant de la station de dessalement d'eau de mer "Fouka 2", oscillant actuellement entre

75 000 et 80 000 mètres cubes. Cette quantité a renforcé le système de production d'eau de la wilaya et a donc contribué à améliorer l'approvisionnement en cette ressource vitale dans plusieurs communes, telles que Mouzaia, El Afroun, Bouarfaa (à l'ouest) et Chelli, El Soumaâ, Guerouaou (à l'est), ainsi que Blida centre. Les travaux de raccordement de cinq autres communes de la partie est de la wilaya au réseau de distribution de l'eau dessalée de Tipasa, dont Meftah, El Arbaa, El Djababira et Ouled Salama, sont sur le point d'être achevés, at-assurés. A noter, la partie de la wilaya de Blida de la production de la SDEM de Tipasa dont la capacité est estimée à 300 000 m³ par jour, s'élève à 100 000 m³ par

jour, ce qui renforcera le volume de production locale en eau quotidienne qui dépasse déjà les 200.000 m³ par jour, selon les chiffres de la direction du secteur. Par ailleurs, M. Allouche a fait partie des projets en cours de réalisation visant à renforcer le système de production d'eau potable et dont la livraison est prévue avant l'été prochain. Il s'agit entre autres, de la réalisation de nouveaux fourrages et de la remise en état d'autres fourrages afin d'augmenter leur débit quotidien, ainsi que de la construction d'installations de stockage et de la réhabilitation de tronçons des réseaux d'approvisionnement en eau potable.

Agence

Le marché, la compétition et la guerre

La guerre est dans la compétition et la compétition est dans la guerre. Le civil est dans le militaire et le militaire est dans le civil. La puissance militaire ne peut s'écarter durablement de la compétitivité sociale. L'une doit rejoindre l'autre. La puissance militaire rejoint la compétitivité sociale en croissance ou en décroissance. Le cours des choses transforme violemment ou insensiblement les relations d'asymétrie. Il peut s'ensuivre, une guerre entre puissances, pour rétablir des relations d'asymétrie qui établies par une précédente guerre sont transformées par la compétition. La puissance militaire refusant de rejoindre la compétitivité sociale en décroissance autrement que par la destruction des moyens de la compétitivité adverse.

1^{ère} partie

Par DERGUINI Arezki (*)

Une guerre climatique est désormais dans la compétition mondiale. La relation d'asymétrie entre la nature et la société est en train de s'inverser. Le progrès que l'on avait conçu sans la nature, et même contre cette dernière, doit désormais être repensé comme un moment d'un monde en guerre climatique[1]. Dans cette guerre climatique, la compétition mondiale peut aggraver le processus de concentration des ressources. Pour un nombre croissant de sociétés, le futur déjà présent, risque de rejoindre un passé que l'on croyait révolu.

La guerre, la compétition et la différenciation sociale

Dans les sociétés qui se sont dotées d'une classe guerrière séparée du reste de la société, qui se sont construites sur la différenciation sociale fondamentale entre guerriers et paysans, la compétition dans la guerre a abouti à produire l'ordre westphalien. De l'Empire chrétien et ses guerres de religion, on est passé aux empires coloniaux. La compétition pour la monopolisation de la violence est passée de l'échelle européenne à l'échelle mondiale. La guerre définissant les règles et les champs de la compétition. La guerre dans la compétition reste en retrait de cette dernière, elle peut s'inverser en compétition dans la guerre et se porter en avant de la compétition. Dans l'ordre westphalien, la guerre définit les relations d'asymétrie dans laquelle se déroulent la compétition, les champs et les modalités de la compétition. Le monopole de la violence fait respecter le droit établi par la force. La compétition n'en dispute pas moins la définition de ses champs et de ses règles. La compétition peut modifier les relations d'asymétrie, les compétiteurs mobilisant des ressources que la compétition découvre et dont la variation conduit à cette modification. Elle modifie alors insensiblement les relations d'asymétrie, les champs de la compétition et l'usage de ses règles, à l'image d'une transformation consentie de l'économie non marchande en économie marchande. Les compétiteurs peuvent accompagner ou résister à la modification des relations d'asymétrie. Quand les compétiteurs qui menaient la compétition perdent leur position, quand ils refusent de s'adapter à la transformation du rapport de forces, la guerre peut reprendre le devant de la compétition. Les anciens tenants de la force refusent de poursuivre la compétition dans les nouvelles conditions. Il en est ainsi dans de

nombreuses régions dont l'Europe qui refuse la nouvelle compétition européenne incluant la Russie, des USA qui refusent la nouvelle compétition mondiale incluant la Chine et les pays émergents. La guerre se mêle alors à la compétition, elle détruit des marchés et des capacités. Les sociétés qui n'ont pas subi la différenciation de classes entre guerriers et paysans, qui ne disposent pas d'une classe guerrière, n'en sont pas moins des sociétés guerrières. Les champs de la compétition sont moins différenciés et le rapport de forces n'est pas absent de la compétition. Stabilisé, il règle la compétition, déstabilisé, il dérègle la compétition et oppose des sociétés plutôt que des classes. On serait alors comme dans le cadre de guerres civiles plutôt que dans celui de guerres opposant des armées. La guerre ne vise à exclure de la compétition que quand elle ne peut pas soumettre à la compétition qu'elle veut imposer, elle produit alors de la guerre civile. La compétition intérieure se dégrade en guerre civile. Les sociétés vaincues par la guerre qui ne peuvent se soumettre à la compétition qu'organise le vainqueur entrent en guerres civiles parce qu'elles n'ont pas pu séparer leur défaite militaire de leur défaite en tant que corps social. À la fin de la guerre, elles ne retrouvent pas leur cohésion, elles se dispersent et se disputent les ressources. Alors que dans la société de classes et son droit de la guerre, la différenciation du civil et du militaire qui a permis de les séparer dans la défaite, dans sa reprise, peut restaurer leur unité. Le militaire peut à nouveau éclore dans le civil et se développer s'il en a l'occasion. Dans les sociétés sans classes, la défaite militaire ne s'obtient qu'avec la défaite de la société, défaite qui se prolonge souvent après la guerre dans une guerre civile avant qu'elle ne puisse se reconstituer comme société. Il est pratiquement impossible que la société sans classes qui peut être comme civile tout entière à un moment et comme tout entière militaire à un autre puisse restaurer son unité sans refonder sa différenciation sociale. Une mention particulière pour la Chine. La différenciation sociale fondamentale en Chine n'a pas opposé guerriers et paysans comme en Occident, elle a produit une structure plus complexe. Cette structure est le résultat d'une histoire particulière qui a opposé une forte société sédentaire, agricole et urbaine, à des sociétés guerrières de pasteurs desquelles elle a triomphé. Dans la compétition sociale, la connivence du lettré et du paysan l'a emporté sur la connivence du guerrier et du marchand. La féodalité n'a pas mis fin à l'Empire. Les Chinois ont tenu à l'Empire et l'Empire chinois a triomphé du marchand et du guerrier :

le marché chinois étant comme trop grand pour eux. Alors que l'Europe avec ses guerres de religion mettait fin à l'Empire chrétien et portait son désir d'impérialité dans le monde par ses classes guerrière et marchande, la Chine a protégé l'Empire, en protégeant la compétition sociale de la compétition marchande et guerrière. On connaît la suite, l'Europe s'engagea dans la voie de la révolution industrielle et des empires coloniaux et la Chine en fut une de ses victimes. Le marchand et le guerrier triomphèrent du lettré et du paysan et de leurs habitudes. Mais les victimes apprirent vite de l'agresseur ce qui faisait sa force et les Empires coloniaux connurent la même fin que le Saint Empire, ils se défirent par la guerre. La Chine actualisa sa formule structurelle et fit une plus grande place au marchand et au militaire. L'Empire chinois qui n'avait eu pour constant souci que de se protéger des seigneurs de la guerre pour assurer sa pérennité et sa prospérité a fait de sa faiblesse une force. Le travail a fait du commerce, de son marché dans le marché mondial, sa force.

Guerre et compétition : identité et différence ...

Avec les guerres mondiales et coloniales, la guerre précède la compétition, elle a fixé les champs et les règles de la compétition économique mondiale que les vainqueurs font respecter. Ainsi dans l'ordre westphalien, la monopolisation de la violence ordonne les compétitions. Les vaincus déposent les armes, ils ne disputent plus le monde que de la manière dont ils sont autorisés. La loi procède de la force, la loi fait respecter la force. La guerre dans la compétition européenne étant écartée de l'Europe, elle se mène hors d'Europe (empires coloniaux). Mais la guerre peut succéder à la compétition, la guerre dans la compétition hors d'Europe reconduira à une compétition dans la guerre en Europe (guerres mondiales), la force cessant d'être monopolisée, la monopolisation de la force étant remise en jeu. La dissociation de la guerre et de la compétition, sont à l'image de la dissociation de la guerre et de la paix, de la vie et de la mort ; leur différenciation et dissociation peut faire oublier leur identité ou indifférenciation fondamentale à laquelle elles ne peuvent s'empêcher de retourner. La capacité à se différencier et à s'indifférencier, à s'adapter à la compétition et à la guerre, mesure la cohésion et la compétitivité/combattivité d'une société. La crise de l'hégémonie occidentale met fin à la dissociation des deux temps, la guerre reprend le devant de la compétition dans l'ordre westpha-

lien pour établir ses nouvelles conditions, ses champs et ses règles.

... production et consommation

En théorie économique, l'objectif du marché est de réguler la production et la consommation, leurs échanges. Et par la production et la consommation peut se faire la guerre dans la compétition, car par la séparation de la production et de la consommation se fait la guerre, se défait une société. L'identité de la production et de la consommation fait la société. Le consommateur ne peut pas être séparé du producteur. Séparé du producteur local, il ne l'est pas d'un producteur mondial. Séparé d'un producteur mondial, sa consommation doit retrouver une identité avec une production. La défense du consommateur local ne peut être durablement assurée que par la production du producteur local. Le consommateur local d'un producteur mondial ne peut faire de lui-même société. Nous voulons des usines et des emplois, mais nous achetons 80 % de nos besoins au monde. Nous voulons acheter beaucoup avec peu, vendre peu et acheter beaucoup. La possession d'une marchandise précieuse le permet. L'énergie est plus précieuse que le travail ordinaire, mais parce que plus précieuse pour une consommation productive que pour le producteur. Elle est aujourd'hui pour ces producteurs consommateurs qui ne peuvent plus la disputer avec leurs marchandises, au centre de la guerre. La surproduction industrielle occidentale dans le passé, celle qui est reprochée à l'Asie aujourd'hui, est une guerre contre les autres productions mondiales, puisqu'elle conduit à une destruction de ces autres productions. Mais la surproduction occidentale à la différence de la surproduction asiatique s'est ouverte les marchés mondiaux par une diplomatie de la canonnière. Il résulte de ces surproductions qu'ici l'on produit plus que l'on consomme : on accumule, là on consomme plus que l'on produit : on dissipe ; ici une production (locale) s'associe une consommation (mondiale et locale), là une production (mondiale) sépare une consommation (locale) d'une production (locale). La guerre est dans la compétition économique, la compétition est guerre économique, car elle distribue la production mondiale, les conditions de la production mondiale, et définit les champs et les règles de la compétition.

(A suivre)

Notes

[1] Peut-on croire encore au progrès. Nicolas Bouzou, Cynthia Fleury, Étienne Klein, Karine Safa, Claudia Senik, Pierre-Henri Tavoillot, Jean Viard, éditions de l'Aube. 2023.

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

MAURITANIE

Interdiction de l'usage
des véhicules 4x4 de
l'Etat pour réduire la
consommation d'énergie

Le gouvernement mauritanien a annoncé lundi soir l'interdiction de l'utilisation des véhicules 4x4 de l'Etat, dans le cadre des mesures visant à rationaliser la consommation d'énergie, sur fond de forte volatilité des prix liée au conflit au Moyen-Orient. Lors d'une conférence de presse, le ministre des Affaires économiques et du Développement, Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh-Sidia, a précisé que cette mesure ne s'appliquait pas aux véhicules des forces armées et de sécurité, ni aux ambulances et autres véhicules relevant des services de santé, afin de garantir leur mobilité sur l'ensemble du territoire national. Il a ajouté que des instructions avaient également été données pour limiter strictement l'usage des véhicules légers de service aux seuls besoins indispensables de l'administration publique. Le gouvernement a par ailleurs appelé la population à accompagner cet effort en réduisant l'usage de ses véhicules, en particulier les 4x4, qui ne devront être utilisés qu'en cas de nécessité absolue.

De son côté, le ministre de l'Energie et du Pétrole, Mohamed Ould Mohamed Malainine Ould Khaled, a mis en garde contre toute spéculation sur les prix des carburants, affirmant que des sanctions seraient prises contre les stations-service en infraction.

Dans le même contexte, le porte-parole du gouvernement, El Houssein Ould Meddou, a annoncé la saisie d'environ 550 tonnes de carburant au cours des dernières semaines et rappelé que les exportations vers certains pays voisins avaient été suspendues à titre préventif.

Le gouvernement mauritanien a récemment décidé de renforcer ses stocks stratégiques de produits énergétiques et alimentaires afin de sécuriser l'approvisionnement du pays face aux tensions au Moyen-Orient et à la hausse des prix de l'énergie sur les marchés internationaux.

R I.

ÉGYPTE

La coentreprise entre BP et ADNOC
prépare des forages gaziers en mer

BP et XRG (ADNOC) sont actives en Égypte à travers la coentreprise Arcius Energy, fondée il y a deux ans. Les partenaires indiquent vouloir devenir « un partenaire énergétique clé à long terme » pour le pays, en soutenant ses besoins énergétiques.

Arcius Energy qui regroupe en son sein la compagnie britannique BP et sa partenaire émiratie XRG, se prépare au lancement d'une campagne d'exploration gazière au large de l'Égypte. Selon les informations rapportées vendredi 20 mars par Upstream Online, la coentreprise prévoit de forer deux puits d'exploration. Selon cette source, les opérations doivent être menées à l'aide d'une plateforme de forage dédiée, mobilisée pour intervenir sur des blocs situés en Méditerranée orientale. Ces travaux visent à identifier de nouvelles ressources de gaz naturel dans une zone déjà en production. Le calendrier opérationnel n'a pas été précisé à ce stade. Créée en 2024, la joint-venture Arcius Energy regroupe les actifs gaziers de BP en Égypte et ceux de XRG, le véhicule international d'investissement

d'ADNOC, la compagnie publique pétrolière des Émirats arabes unis. Selon les données disponibles sur le site web officiel du groupe, Arcius se concentre sur le gaz naturel égyptiens, en combinant développement de champs existants et exploration offshore. La société indique viser une expansion progressive, tout en restant aujourd'hui focalisée sur la Méditerranée égyptienne. Son portefeuille inclut des participations non opérées dans deux concessions majeures, celle de Shorouk (10 %) qui abrite le champ Zohr et North Damietta (100 %) qui inclut le champ Atoll. Plusieurs permis d'exploration complètent cet ensemble. Arcius Energy cite notamment la licence North El Tabya dont elle opère la prospection, les permis Bellatrix-Seti East et North El Fayrouz. Selon la société d'analyse énergé-

tique Enerdata, ces actifs proviennent en partie du portefeuille transféré par BP à la coentreprise. Arcius Energy poursuit l'extension de ses actifs en Méditerranée. En novembre 2025, le média a rapporté la signature d'un accord contraignant par la coentreprise pour acquérir le champ gazier et à condensats Harmattan, dans le cadre de la concession El Burg Offshore. L'accord est en attente des approbations réglementaires finales. Le développement de ce champ prévoit le forage d'environ trois puits de production et l'installation d'une plateforme offshore fixe. Selon Daily News Egypt, un pipeline sous-marin d'environ 50 km doit relier le site aux installations de traitement à terre près de Port-Saïd, pour une première production attendue en 2028.

Agence

LIBYE – SECTEUR PÉTROLIER

Cap sur 2 millions de barils par jour d'ici 2030

La Libye connaît un essor de son secteur énergétique, marqué par un retour des investisseurs étrangers dans le pétrole et le gaz après des années d'instabilité. Grâce à des réformes améliorant le climat des affaires (transparence, sécurisation des investissements, modernisation des infrastructures), le pays regagne la confiance internationale. Cela se traduit par la reprise de projets et l'arrivée de nouvelles compagnies. La Chambre Africaine de l'Énergie salue ces efforts, y voyant un signal fort pour que la Libye retrouve sa

place de producteur majeur d'hydrocarbures en Afrique. La Libye connaît un nouvel élan énergétique avec le retour progressif des investisseurs étrangers dans le pétrole et le gaz, après des années d'instabilité. Grâce à des réformes améliorant le climat des affaires (transparence, sécurité des investissements, modernisation des infrastructures et simplification administrative), des projets reprennent et de nouvelles compagnies arrivent. La Chambre Africaine de l'Énergie salue ces efforts, y voyant un signal fort pour que la

Libye retrouve sa place de producteur majeur d'hydrocarbures en Afrique. "Grâce à ses vastes ressources (hydrocarbures et eau), la Libye est bien positionnée pour un développement et un changement d'échelle. Malgré une instabilité passée, son retour à la stabilité renforce la confiance des investisseurs. Les autorités améliorent activement l'environnement des affaires en gérant les risques politiques et sécuritaires et en instaurant des réformes fiscales." Selon Enverus Intelligence Research, le nouveau cycle de li-

cences de Tripoli couvre 22 blocs d'exploration, totalisant environ 10 milliards de barils de pétrole récupérables et près de 18 milliards non découverts, plaçant la Libye parmi les territoires africains les plus prometteurs. La National Oil Corporation vise une augmentation de production de plus de 40 %, pour atteindre deux millions de barils par jour d'ici 2030, un objectif jugé ambitieux compte tenu de l'état des infrastructures, des besoins d'investissement et de la dépendance étrangère.

R I.

TUNISIE ET ALLEMAGNE

Les deux pays renforcent leur partenariat économique à Berlin

Dans le cadre de la visite officielle qu'il effectue en Allemagne à l'occasion du 70e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, M. Mohamed Ali Nafti, ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, a présidé, le 24 mars 2026 à Berlin, une table ronde organisée en coopération avec la Chambre arabo-allemande de commerce et d'industrie « Ghorfa ». Cette rencontre a réuni plusieurs hauts responsables et directeurs exécutifs de grandes institutions économiques allemandes, à l'instar de la Fédération de l'industrie allemande (BDI), de la Fédération des petites et moyennes entreprises (BVMW), de l'Association allemande de coopération économique avec l'Afrique (Afrika Verein), ainsi que des entreprises privées intéressées par l'investissement dans notre pays. À cette occasion, le ministre a présenté un exposé sur l'état et les perspectives du

partenariat économique tuniso-allemand, mettant en lumière l'importance des investissements allemands en Tunisie. L'Allemagne occupe en effet la deuxième place en matière d'investissements directs étrangers dans notre pays, grâce à la présence de plus de 320 entreprises allemandes actives dans des secteurs à forte valeur ajoutée, tels que l'industrie des composants automobiles, les industries électroniques, le textile et les services technologiques. Il a également salué la forte capacité d'emploi de ces entreprises, qui assurent plus de 93 mille postes de travail en Tunisie. Le ministre a par ailleurs mis en avant l'évolution qualitative des activités de ces entreprises dans notre pays, soulignant qu'elles ont engagé de nouveaux investissements en Tunisie, ce qui reflète le niveau de confiance dont bénéficie la Tunisie en tant que destination d'investissement auprès des opérateurs écono-

miques allemands. Sur un autre plan, Mohamed Ali Nafti s'est félicité du niveau record atteint par les échanges commerciaux entre les deux parties, qui ont dépassé 5,3 milliards d'euros en 2025, avec un excédent de près de 1,1 milliard d'euros en faveur de la Tunisie. Les exportations tunisiennes vers le marché allemand ont, quant à elles, dépassé 3,2 milliards d'euros au cours de la même année, soit une hausse de 13 % par rapport à 2024. Cette table ronde, à laquelle a également pris part la représentante du bureau de l'Agence de promotion de l'investissement extérieur en Allemagne, a constitué une occasion d'échanger autour des différents atouts comparatifs de la Tunisie en tant que destination d'investissement prometteuse et attractive, notamment au regard de sa position géographique stratégique, de sa proximité avec le marché européen, de l'abondance des compétences dans les secteurs porteurs,

ainsi que de la disponibilité d'infrastructures matérielles et numériques développées. À cela s'ajoute l'appartenance de notre pays à plusieurs espaces économiques régionaux et continentaux, en particulier la Zone de libre-échange continentale africaine et le COMESA. De leur côté, les représentants des secteurs économiques allemands ont exprimé leur intérêt pour l'établissement de nouvelles relations avec la Tunisie, que ce soit à travers le commerce ou l'investissement, afin de sécuriser les chaînes de valeur et d'approvisionner l'économie allemande en produits à forte valeur ajoutée et à haute teneur technologique que la Tunisie fournit, étant devenue l'un des pôles de référence pour ce type de produits en Méditerranée. Ils ont également souligné que le climat de stabilité et de sécurité dont jouit la Tunisie est de nature à encourager davantage les entreprises étrangères à s'y implanter et à garantir l'accès aux marchés régionaux.

R I.

RDC

Un projet sucrier en gestation dans la province du Haut-Katanga

La République démocratique du Congo est le troisième marché pour le sucre importé en Afrique centrale après le Cameroun et l'Angola. Dans le pays, le gouvernement encourage l'investissement dans l'industrie locale afin de réduire la dépendance aux importations de cette denrée.

R I/Agence

En RDC, le ministère de l'Agriculture a annoncé le 18 mars dernier avoir signé un protocole d'accord avec les autorités coutumières pour le développement d'un projet agroindustriel sucrier à Sakania (Haut-Katanga). Dans un communiqué publié sur son site, ledit ministère indique que ce partenariat est destiné à faciliter l'identification et la mise à disposition de superficies de terres relevant du domaine foncier public et privé de l'État, situées dans les entités coutumières concernées. Selon les autorités, ce nouveau projet industriel permettra de développer la culture de la canne à sucre à grande échelle et de mettre en place des unités modernes de transformation. « Nous venons de signer un protocole d'accord pour développer une industrie agroalimentaire sucrière dans le territoire de Sakania. Cet acte marque la naissance d'un vaste projet qui sera désormais connu comme la sucrerie de Sakania », a déclaré Muhindo Nzangi Butondo, ministre de l'Agriculture. Pour l'heure, les détails concernant la superficie à valoriser, le coût de l'investissement ou encore le calendrier des travaux ne sont pas encore connus. Quoi qu'il en soit, l'ambition affichée est claire : renfor-



cer les capacités de production locale de sucre afin de réduire davantage la dépendance aux importations. D'après la Banque centrale du pays, la production locale de sucre en RDC s'est élevée en moyenne à 121 822 tonnes par an entre 2015 et 2024, sans jamais parvenir à franchir le seuil des 130 000 tonnes au

cours des dix dernières années. Pourtant, le recours aux importations ne cesse de croître. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, les achats congolais de sucre sur le marché international ont grimpé de près de 74 % en cinq ans, passant de 49 755 tonnes en 2020 à 86 341 tonnes en 2024.

NIGERIA

Le raffinage domestique allège la facture d'importation d'essence

Pendant longtemps, le Nigeria couvrait une large part de ses besoins en essence par des importations, en raison de capacités de raffinage limitées et d'infrastructures publiques sous-performantes. Le Nigeria réduit sa facture d'importation d'essence, grâce à la montée du raffinage domestique. Selon des données de la Central Bank of Nigeria (CBN) rapportées lundi 23 mars par la presse locale, ces importations ont reculé à environ 10 milliards de dollars en 2025, après avoir atteint 14 milliards \$ un an plus tôt. En monnaie locale, les importations d'essence ont coûté 8,96 trillions de

nairas en 2025. Un chiffre en baisse de 41,9 % sur un an, d'après le National Bureau of Statistics (NBS). Selon Reuters, cette dynamique s'appuie notamment sur la mise en service de la raffinerie Dangote, la plus grande d'Afrique, avec une capacité de 650 000 barils par jour, qui alimente le marché local en produits pétroliers. Dans le même temps, les autorités ont ajusté leur politique d'approvisionnement en carburant. Vers la mi-mars, Agence Ecofin a rapporté des restrictions à l'octroi de licences d'importation d'essence afin de favoriser la production locale. Malgré ce

recul, les importations restent majoritaires dans l'approvisionnement du pays. En 2025, elles représentent encore 62,47 % de la consommation nationale d'essence, selon Business-Day. Premier producteur africain de pétrole, le Nigeria a affiché une production moyenne de brut et de condensats de 1,63 million de barils par jour en 2025. Les raffineries locales ont fourni 7,54 milliards de litres de carburants en 2025, selon la Nigerian Midstream and Downstream Petroleum Regulatory Authority (NMDPRA). Fin octobre dernier, la Nigerian Na-

tional Petroleum Company (NNPC Ltd) a indiqué rechercher des investisseurs pour poursuivre la réhabilitation des raffineries de Port Harcourt, Warri et Kaduna, d'une capacité combinée de 445 000 barils par jour. La compagnie d'État privilégie des partenariats pour moderniser ses raffineries, sans les vendre. En parallèle, la société publique a annoncé en février 2026 le projet de développer une raffinerie de condensats de 10 000 barils par jour dans l'État d'Edo, en partenariat avec le gouvernement local.

Agence

ÉLECTRICITÉ

Le Nigeria prêt à augmenter ses exportations vers le Togo

Le Togo fait face à une offre électrique insuffisante, marquée par une forte dépendance aux importations régionales et par des tensions récurrentes sur la production et les interconnexions ouest-africaines. Le Nigeria a affiché sa volonté d'accroître ses exportations d'électricité vers le Togo, dans un contexte de hausse de la demande énergétique en Afrique de l'Ouest. Cette position a été exprimée lors d'échanges, le jeudi 12 mars, entre la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) et la Niger Delta Power Holding Company (NDPHC).

L'opérateur nigérian, qui fournit déjà environ 75 MW au Togo dans le cadre d'un accord bilatéral, envisage une augmentation des volumes livrés. Une telle ouverture, si elle se concrétise, permettra de soutenir l'expansion du réseau électrique togolais, marquée par l'arrivée de nouveaux consommateurs, notamment industriels et commerciaux. Pour le Togo, il s'agit de sécuriser son approvisionnement en énergie électrique dans un contexte de tension ces derniers mois. Des perturbations récentes sur le réseau mettent en évidence les limites de l'offre actuelle, auxquelles les autorités

publiques souhaitent remédier. Du côté de la Niger Delta Power Holding Company, l'augmentation des exportations reste conditionnée par la mise en place de cadres commerciaux sécurisés. L'entreprise insiste sur la nécessité de garanties financières et de mécanismes de paiement fiables afin d'assurer la viabilité des échanges transfrontaliers. À terme, l'enjeu pour le Togo sera de combiner ces importations avec le développement de ses capacités locales, afin de répondre durablement à la croissance de la demande.

Agence

CÔTE D'IVOIRE

Daystar Power annonce une centrale solaire de 5,2 MWp pour SC CI

Entre instabilité des réseaux électriques et coût élevé du diesel, les industriels ivoiriens réorganisent peu à peu leur approvisionnement énergétique, avec le solaire qui s'invite désormais dans le mix. La société Daystar Power, fournisseur de solutions hybrides d'énergie solaire pour les entreprises commerciales et industrielles, a annoncé, lundi 23 mars, la signature d'un contrat avec la Société de Ciment de Côte d'Ivoire (SC CI). L'accord porte sur l'installation d'une centrale solaire de 5,2 MWp sur son site industriel local. Selon les informations communiquées, la centrale sera développée en solution intégrée par Daystar. Elle couvrira ainsi l'ensemble des étapes du projet : conception technique, autorisations réglementaires, construction et exploitation sur le long terme. L'opération devrait permettre à SC CI de réduire ses coûts énergétiques sur la durée de vie du projet, ainsi que ses émissions de carbone liées à la production industrielle. Aucun montant d'investissement n'a cependant été précisé à ce stade.

« Ce projet fait de SC CI la première cimenterie en Côte d'Ivoire à intégrer une installation solaire à grande échelle dans son bouquet énergétique, un moment marquant pour nous et la transition énergétique industrielle du pays », indique le communiqué.

Daystar Power, filiale de la major pétrolière Shell, est particulièrement active en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigeria, où elle développe des solutions solaires pour les industriels. En novembre 2023, l'entreprise a signé un accord avec Nigerian Breweries pour installer une centrale solaire de 4,2 MWp associée à un système de stockage de 2 MWh. En septembre 2025, elle y a également réalisé une installation pour Beta Glass à Agbara, capable de produire 2040 MWh d'électricité par an, couvrant 16 % des besoins énergétiques diurnes du site.

Dans cette région où environ 50 % de la population a accès à l'électricité, d'après les données compilées par la Direction générale du Trésor français, les réseaux électriques instables et le recours important aux groupes électrogènes poussent les entreprises à adopter les solutions solaires. Elles contribuent également à la réduction des émissions, dans un contexte où les industriels cherchent à intégrer des sources d'énergie plus propres dans leurs processus de production.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les marchés veulent croire à une accalmie au Moyen-Orient

On dit souvent que la première victime d'une guerre est la vérité et le conflit au Moyen-Orient l'illustre bien. Depuis lundi, différents narratifs se croisent et s'entrechoquent, provoquant une grande confusion sur les marchés. Ce mercredi, c'est plutôt la thèse d'une accalmie - en tout cas à Ormuz - qui semble émerger. Conséquence, Paris et Francfort progressent de 1,5% devant Londres (+1,1%), tandis que les cours du brut se détendent. Pour combien de temps ?

Récapitulons : ce week-end, Trump lançait un ultimatum à l'Iran, lui laissant 48h pour rouvrir le détroit d'Ormuz. Dès le lendemain, la Maison-Blanche annonçait une interruption des frappes pour cinq jours en raison de discussions "très positives et constructives" avec Téhéran. Puis la République islamique douchait l'enthousiasme en démentant tout pourparler avec les États-Unis avant, semble-t-il, de jouer l'apaisement dans le détroit d'Ormuz en autorisant le passage de quelques navires. Perdus dans ces flots d'informations contradictoires et court-termistes, les marchés rebondissent au gré des déclarations d'un camp ou de l'autre, sans véritable conviction ni vision. Pour l'instant, "l'Iran semble adopter une stratégie mesurée dans le détroit d'Ormuz, privilégiant le passage sélectif des navires comme signal stratégique plutôt que de paralyser totalement le trafic", note Marine-Traffic, site spécialisé dans le suivi en direct du positionnement des navires. Selon les données du site, neuf bâtiments ont traversé le détroit depuis hier. Mais s'agit-il d'une véritable reprise d'activité ou d'un trafic restreint ? A en croire les communications officielles, Téhéran n'est d'ailleurs pas prête à baisser

les armes. "Tant que tous les dommages n'auront pas été réparés, que toutes les sanctions n'auront pas été levées et qu'une garantie juridique internationale de non-ingérence des USA dans les affaires de l'Iran n'aura pas été obtenue, la guerre continuera ; tel est le choix de notre peuple, de notre guide et de nos forces armées", assure la République islamique, via son ambassade parisienne. Reste à savoir si, au-delà des postures officielles, des déclarations officieuses ont réellement lieu. Un mystérieux plan de paix en 15 points a bien été évoqué mais l'Iran nie ce matin toute négociation avec Washington, et Israël poursuit aussi ses frappes. Les marchés ont pourtant rapidement salué l'apparente détente à Ormuz, comme en témoigne le cours du Brent, qui recule de 1% à mi-séance, autour de 98,9 USD. Autre signe illustrant l'apaisement des marchés, le VIX abandonne 5%, pour retomber vers 25 points.

Les valeurs en mouvement

Dans l'actualité des valeurs, l'indice parisien est soutenu ce matin par Legrand (+3,7%) et STMicro (+3,2%), suivis de Schneider (+3,1%).

Parmi les autres mouvements notables, notons Prosus qui s'échappe en tête de l'Euro Stoxx 50 avec un gain de 4,6%, devançant les deux allemands Infineon et Siemens Energy (+3,7% chacun). En revanche, Nordea Bank recule de 4,1% et Deutsche Telekom se contracte de 1,2%. Dans le reste de l'actualité des sociétés, DHL Supply Chain et iglo Deutschland ont prolongé leur partenariat pour cinq années supplémentaires. Volkswagen envisagerait de reconvertir une de ses usines dans la production militaire en se rapprochant du groupe israélien Rafael Advanced Defence Systems, fabricant du système de défense antimissile Iron Dome.

Le repli de l'ifo lié au conflit au Moyen-Orient

Côté statistiques, en Allemagne, l'indice Ifo mesurant le climat des affaires est passé de 88,4 en février à 86,4 points en mars à comparer avec des attentes à 86,2 points.

Selon Commerzbank, cette baisse reflète les inquiétudes légitimes des entreprises allemandes face à la guerre au Moyen-Orient. "Si le conflit et le blocage du détroit d'Ormuz devaient se prolonger encore un ou deux mois, les dommages économiques pour l'Allemagne seraient clairement perceptibles - d'autant plus que la reprise économique, que beaucoup espéraient, ne s'était pas encore matérialisée dans les indicateurs avancés peu avant le déclenchement de la guerre", indique en substance la banque. Dans l'après-midi, les investisseurs prendront connaissance de plusieurs statistiques américaines, avec les prix à l'import et à l'export (13h30) et le niveau des stocks de pétrole (15h30). Enfin, notons que l'euro recule de 0,1% face au billet vert, à 1,16 USD, tandis que le bitcoin s'apprécie de 1,5%, à 71 400 USD.

Agence

BOURSE DE PARIS

En nette hausse avec les espoirs de fin de guerre au Moyen-Orient

La Bourse de Paris évolue en nette hausse mercredi, profitant des espoirs de fin de la guerre au Moyen-Orient et du soulagement autour des prix de l'énergie, après les déclarations américaines évoquant un plan de paix. Vers 10H15 heure de Paris, l'indice vedette CAC 40 gagnait 1,63% pour s'établir à 7.869,79 points. La veille, le CAC 40 avait terminé en timide hausse de 0,23%. "Les marchés actions mondiaux s'orientent à la hausse ce matin, alors que l'optimisme grandit quant à une possible résolution du conflit au Moyen-Orient, après des informations selon lesquelles les États-Unis poursuivent des discussions avec l'Iran", commente Matt Britzman, analyste actions chez Hargreaves Lansdown. Iran et Etats-Unis négocient "en ce moment" pour tenter de mettre un terme au conflit, a affirmé mardi le président américain Donald Trump. Plusieurs médias, dont le New York Times et la chaîne de télévision israélienne Channel 12, avancent que l'administration Trump a proposé un plan de paix en 15 points à l'Iran par l'entremise du Pakistan, qui entretient de bonnes relations avec les deux parties. Selon trois sources non identifiées citées par Channel 12, les Etats-Unis proposent un ces-

sez-le-feu d'un mois, le temps que les autorités iraniennes étudient leurs demandes. Pour M. Britzman, "il existe désormais des signes plus clairs que nous sommes sur une trajectoire de désescalade". "Même si la position de Téhéran reste incertaine, ces nouvelles ont réduit la prime de risque sur le pétrole, faisant chuter" les cours, en atténuant au passage les craintes autour de l'inflation, relève Jim Reid, économiste de la Deutsche Bank. Le Brent de la mer du Nord considéré comme la référence mondiale du brut évolue désormais sous le seuil symbolique des 100 dollars le baril. Le recul des prix du pétrole a offert "un certain soulagement aux marchés actions qui avaient été pénalisés par les inquiétudes liées à l'inflation et à leurs répercussions sur les taux d'intérêt", explique M. Britzman. Les valeurs industrielles comme ArcelorMittal (+1,79% à 46,04 euros) ou Saint-Gobain (+2,16% à 71,94 euros) reprenaient des couleurs vers 10H15 heure locale à la Bourse de Paris, profitant de la baisse des prix du gaz et du pétrole, les énergies fossiles restant un gros poste de dépenses pour ce secteur. En face, TotalEnergies cédait 0,34% à 76,95 euros.

R.I.

BOURSE ZURICH

Le rebond se poursuit à l'approche de la mi-journée

La Bourse suisse insistait dans sa nouvelle tentative de rebond mercredi, après en avoir fait de même la veille en clôture. Au 26e jour de la guerre au Moyen-Orient qui a fait flamber les prix des hydrocarbures, les investisseurs veulent croire à une possible désescalade, à la faveur d'un plan américain en 15 points, prévoyant notamment un cessez-le-feu de 30 jours. Les prix du pétrole s'affichaient ainsi en repli, le baril de Brent de la mer du Nord, ré-

férence mondiale pour l'or noir, se négociant autour des 100 dollars vers 10h50, en baisse de près de 4,2%. Un mouvement qui soutient les actifs risqués et allège temporairement les craintes inflationnistes, explique John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. Donald Trump a proposé mardi un plan de paix à l'Iran, le président américain se montrant optimiste sur les chances de parvenir à un accord. Téhéran a pour sa part indiqué vou-

loir laisser passer les navires non hostiles par le stratégique détroit d'Ormuz. Iran et Etats-Unis négocient pour tenter de mettre un terme au conflit, a de nouveau affirmé Donald Trump, mais les opérations militaires américaines contre la République islamique se poursuivent "sans relâche", a-t-il toutefois ajouté. La presse américaine évoque en outre l'envoi de 3000 parachutistes américains en renfort au Moyen-Orient. Ce plan américain s'il re-

donne un peu de visibilité aux marchés, ne règle en rien le coeur du problème, observe cependant M. Plassard. "Dans un environnement où l'information circule en continu, il devient de plus en plus difficile de distinguer le signal du bruit", note le spécialiste en investissements. Du côté des informations macroéconomiques de la matinée, l'inflation est restée stable en février à 3% sur un an au Royaume-Uni. Le moral des entrepreneurs en Allemagne a

baissé en mars, l'indice du climat des affaires de l'institut Ifo, très suivi, s'étant élevé à 86,4 points en mars, soit deux points de moins que le mois précédent. En Suisse, l'indice UBS-CFA, indicateur de tendance des analystes, a lui chuté en mars, passant en zone négative à -35,0 points, contre 9,8 points au an auparavant. Plus tard dans la journée, les investisseurs se pencheront encore plusieurs statistiques sur l'immobilier américain.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 25 Mars 2026 Valeur : 27 Mars 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		132.3418	132.3568
1	EUR	EURO		153.5430	153.5868
1	GBP	POUND STERLING		177.4257	177.4934
100	JPY	JAPANESE YEN		83.2234	83.2537
1	CNY	CHINESE YUAN		19.1811	19.1866
1	CHF	SWISS FRANC		167.5213	167.6039
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.0112	96.0499
1	DKK	DANISH KRONE		20.5500	20.5539
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2039	14.2088
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6151	13.6397
1	AED	UAE DIRHAM		36.0280	36.0468
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.2629	35.2745
1	KWD	KUWAITI DINAR		431.6432	431.8330
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.8795	45.3305
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1783	14.1799
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7053	20.8115
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3261	3.3364
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.4946	180.4946

POUR RÉALISER UNE JUTEUSE PLUS-VALUE
DE 13 MILLIARDS D'EUROS

La Banque de France a vidé ses stocks d'or détenus à New York

La Banque de France a finalisé la modernisation de ses réserves d'or stockées à New York, en les remplaçant par des lingots aux normes actuelles et rapatriés à Paris. Elle a réalisé au passage une plus-value exceptionnelle de 12,8 milliards d'euros grâce à des cours élevés de l'or.

La Banque de France a annoncé mardi 24 mars avoir enregistré une plus-value en capital de près de 13 milliards d'euros dans le cadre d'un processus de rationalisation de ses réserves d'or. Depuis 2005, la banque centrale française remplace progressivement ses avoirs en or anciens ou non conformes aux normes internationales par des lingots répondant aux normes modernes, évitant ainsi les démarches liées au raffinage.

Un audit interne, datant de 2024, recommandait à la Banque de France de finaliser ce processus pour son stock d'or résiduel encore conservé à New York, représentant 129 tonnes, soit environ 5% de ses réserves totales d'or. Au total, 26 opérations portant sur ce stock ont été effectuées entre juillet 2025 et janvier 2026, permettant de générer une plus-value exceptionnelle de 12,8 milliards d'euros, soit 11 milliards d'euros au titre de l'exercice 2025 et 1,8 milliard d'euros pour 2026, indique la BdF dans une note. Ce processus sur l'or stocké à New-York est désormais achevé.

Au final, le volume total des réserves d'or de la Banque de France est resté inchangé, à environ 2.437 tonnes, mais les nouveaux lingots



sont désormais stockés à Paris et non plus à New York. La France détient la quatrième réserve d'or du monde, derrière l'Italie, l'Allemagne et les États-Unis. Le stock se trouve en plein Paris, dans un lieu ultra-sécurisé, appelé "la Souterraine", à 27 mètres sous terre, sous l'Hôtel de Toulouse dans le 1er arrondissement.

Un bénéfice net pour la Banque centrale

Pour le gouverneur François Villeroy de Galhau le remplacement des stocks américains par des stocks français n'a été motivé par des considérations politiques, mais en

raison de la qualité supérieure de l'or négocié sur le marché européen. Cette plus-value exceptionnelle s'explique par un contexte de cours élevés de l'or durant laquelle les opérations ont eu lieu. La Banque de France a indiqué détenir encore 134 tonnes d'or, principalement des lingots et des pièces anciennes conservés à Paris, qu'elle doit remettre aux normes d'ici 2028. La plus-value exceptionnelle réalisée a permis à la banque centrale d'afficher un bénéfice net de 8,1 milliards d'euros pour 2025, après une perte nette de 7,7 milliards d'euros l'année précédente.

Synthèse R I.

SI ELLE NE RATIFIE PAS L'ACCORD SUR
LES DROITS DE DOUANE

Washington menace l'UE de couper son accès au GNL américain

L'accord, signé le 27 juillet dernier par Donald Trump et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, instaure des droits de douane à 15% sur la plupart des produits européens exportés aux États-Unis.

L'accord, signé le 27 juillet dernier par Donald Trump et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, instaure des droits de douane à 15% sur la plupart des produits européens exportés aux États-Unis. À quelques jours d'un vote crucial au Parlement européen sur cet accord commercial, conclu à l'été 2025, l'ambassadeur américain auprès de l'UE, Andrew Puzder, a mis un coup de pression énergétique au Vieux continent.

À deux jours d'un vote décisif au Parlement européen, Washington hausse le ton. Et appuie là où ça fait mal. Si l'Union européenne renonce à ratifier, tel quel, l'accord commercial conclu à l'été 2025 entre Donald Trump et Ursula von der Leyen, à Turnberry, en Écosse, les États-Unis pourraient remettre en cause l'accès «privilégié» des Vingt-Sept au gaz naturel liquéfié (GNL) américain, dont le Vieux continent est massivement dépendant depuis qu'il s'est sevré du gaz russe. C'est le chantage à peine voilé qu'a formulé l'ambassadeur américain auprès de l'UE, Andrew Puzder, dans un entretien publié ce lundi par le Financial Times.

«Je ne sais pas ce qu'il adviendra du secteur de l'énergie s'ils ne donnent pas suite à l'accord», a déclaré le diplomate américain au quotidien britannique. Mais si Turnberry n'est pas mis en œuvre, nous reviendrons à la case départ. Je ne sais pas trop où cela nous mènera.» Et d'ajouter : «Je pense que les États-Unis continueront à vouloir faire des affaires avec l'Europe, mais les conditions ne seront peut-être pas aussi favorables. Et... il y a d'autres acheteurs sur le marché.» Le ton est donné.

Un coup de pression qui arrive au pire moment. Négocié dans la douleur entre Bruxelles et Washington en 2025, l'accord de Turnberry, signé le 27 juillet dernier par Donald Trump et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, instaure des droits de douane à 15% sur la plupart des produits européens exportés aux États-Unis, et supprime les droits de douane européens sur les importations américaines. Une asymétrie assumée qui lui avait valu d'être qualifié de «capitulation» par de nombreux responsables politiques français et européens. Or, le texte, assorti d'un certain nombre de garde-fous, clauses de sauvegarde et autres conditions suspensives, doit désormais être soumis à un vote au Parlement européen, réuni en séance plénière ce jeudi 26 mars.

Agence

BUDGET 2026 CANADA

Le Manitoba mise sur l'argent fédéral et les impôts pour réduire le déficit

Le gouvernement néo-démocrate de Wab Kinew promet une réduction importante de son déficit dans son troisième budget, dévoilé mardi. Des augmentations de transferts fédéraux et d'impôts fonciers doivent permettre de s'approcher de l'équilibre. Les investissements les plus importants sont dans la Santé, une constante depuis l'arrivée de néo-démocrate au pouvoir en 2023.

Le ministre des Finances, Adrien Sala, est toujours confiant de pouvoir équilibrer le budget pour l'exercice fiscal 2027-2028. Cette année, la province prévoit un déficit de 498 M\$, soit environ 70 % de moins que le déficit de 1,6 milliard de dollars prévu pour l'exercice fiscal qui se termine ce 31 mars. La province avait d'abord prévu un déficit de 794 M dans son budget 2025-2026. Pour y parvenir, le gouvernement vise une hausse des revenus de 7 %, grâce notamment à une hausse des transferts du fédéral de 8,1 %. La province augmentera également les impôts sur le revenu de 5 % par rapport au dernier budget. Cela devrait générer un total de 299 M\$. Les entreprises seront aussi mises à

contribution: la taxe sur les entreprises augmentera de 17,4 %.

Suppression de la taxe de vente provinciale sur la nourriture

Parallèlement, la province promet d'enlever la taxe de vente provinciale sur certains produits alimentaires à l'épicerie à partir du 1er juillet. La nourriture déjà préparée, dont les sandwichs, les soupes et les plats ne seront donc plus imposés. Les boissons gazeuses et les croustilles figurent également parmi ces articles. Le changement permettra des économies de 100 \$ par an aux familles, selon le gouvernement, qui prévoit une perte de revenus de 24 M\$ à travers cette mesure. La province dit considérer également la possibilité de geler les prix du lait. Actuellement, seuls les cartons d'un litre de lait ont vu leur prix gelé en janvier. Elle augmentera également le crédit d'impôt pour les propriétaires, qui monte de 1600 \$ à 1700 \$ à partir de 2027. Les personnes dont la valeur de leur logement est estimée à plus de 1,5 million de dollars ne bénéficieront plus du tout de ce crédit. On prévoit par

contre une hausse des revenus d'impôts fonciers pour l'éducation de 60 M\$, en raison de la construction continue de nouveaux logements.

Les dépenses en hausse malgré une baisse du déficit promis

Au total, la province prévoit une augmentation de dépenses de 4,56 %, soit un total de 27 318 millions \$. Un total de 39 % de ce montant sera destiné aux soins de santé, soit 10 005 870 \$, 10 % de plus par rapport au dernier budget. Cela devrait permettre, entre autres, un gain net de 4054 employés en santé de première ligne. Par ailleurs, le Manitoba va investir 22,1 M\$ pour permettre au centre d'excellence en cardiologie de l'Hôpital Saint-Boniface de redevenir une référence dans son domaine. Le gouvernement promet également la présence de travailleurs sociaux dans les salles d'urgence 24 heures sur 24, ainsi que des fonds pour 3250 imageries par résonance magnétique supplémentaires et pour 200 opérations de la hanche et du genou au Centre de santé régional de Selkirk.

Autobus gratuit pour les jeunes

La province cible aussi les écoliers entre la maternelle et la 12e année en leur permettant de prendre l'autobus gratuitement. Adrien Sala dit espérer que cette mesure crée une nouvelle génération d'utilisateurs d'autobus. C'est dans le cadre du plan environnemental discuté dans le budget, qui compte poursuivre les rabais sur l'achat de véhicules électriques. Le gouvernement offre également une nouvelle subvention pour la garde d'enfants pour les familles à faibles revenus, mais Adrien Sala n'a pas été en mesure de donner plus de détails sur ce programme. Enfin, le budget prévoit la création d'un fonds de 10 M\$ pour les infrastructures au port de Churchill, ainsi que pour la voie ferrée qui y mène. Adrien Sala espère que l'investissement gouvernemental dans la région, un point d'emphase au cours de la dernière année, attirera davantage d'investissement du secteur privé. La province promet également une nouvelle agence de développement économique.

Agence

JENSEN HUANG

“Nous avons atteint l’intelligence artificielle générale”

Jensen Huang serait-il un brin trop enthousiaste ? C'est fort possible. L'emblématique patron de NVIDIA a annoncé sans trembler que nous avons atteint la fameuse intelligence artificielle générale (AGI). On fait le point.



Il s'agit du « Graal » dans la filière de l'IA : un stade auquel une machine devient capable de comprendre, d'apprendre et d'exécuter n'importe quelle tâche cognitive humaine. Contrairement aux IA spécialisées que nous utilisons aujourd'hui, une AGI ferait preuve d'une polyvalence et d'une autonomie totales, égalant ou dépassant nos propres capacités de raisonnement. Pour beaucoup, c'est même le point de bascule qui pourrait redéfinir l'économie mondiale, la recherche scientifique et même la structure de nos sociétés. Mais ce terme divise aussi les géants de la Silicon Valley : certains estiment que nous sommes tout proches, quand d'autres tempèrent et affirment que l'industrie est

encore loin du compte. Et puis, il y a Jensen Huang.

OpenClaw, l'AGI ?

Dans un podcast diffusé ce 23 mars, l'informaticien Lex Fridman a invité le P.-D.G. Durant leur discussion, il définit l'AGI comme un système d'IA capable de « faire, en substance, votre travail », c'est-à-dire de créer, de développer et de diriger une entreprise technologique prospère évaluée à plus d'1 milliard de dollars. Il lui demande ensuite quand cette technologie deviendra réalité selon lui. Et Huang n'y va pas par quatre chemins : « Je pense que c'est maintenant. Je pense que nous avons atteint l'AGI », lance-t-il. D'après le diri-

geant, OpenClaw en est l'exemple parfait. Ce projet open-source propose des agents IA capables de fonctionner de manière totalement autonome pour le compte d'un utilisateur. Il imagine ainsi un futur proche où ces entités numériques pourraient créer des influenceurs virtuels ou gérer des applications sociales « sorties de nulle part » avec un succès instantané.

Huang tempère

« Cette déclaration va susciter beaucoup d'enthousiasme », réagit Fridman. De quoi freiner les ardeurs de Jensen Huang, qui a ensuite tenu à nuancer ses propos. « Beaucoup de gens utilisent [ces agents] pendant quelques mois, puis l'intérêt finit par mourir », tempère-t-il. Selon lui, les chances que des agents autonomes parviennent aujourd'hui à bâtir une entreprise de l'envergure de NVIDIA sont de « 0 % ».

Mais ce n'est pas la première fois que l'entrepreneur se lance dans des déclarations euphoriques par rapport à l'IA. À contre-courant de nombreux experts, il a récemment expliqué que la technologie créerait plus d'emplois qu'elle n'en supprimerait. Son engouement n'est pas surprenant : NVIDIA est le cœur battant de l'écosystème de l'IA. Si l'effervescence autour des modèles s'épuise, alors l'entreprise risquerait de voir son insolente croissance s'essouffler. Elle pourrait même vaciller. Un scénario que Jensen Huang tente d'écarter par tous les moyens.

UN NOUVEAU COUP CONTRE LA CHINE ?

Les USA interdisent l'importation de tout nouveau routeur Wi-Fi produit à l'étranger



Les États-Unis de Donald Trump continuent à mettre en place des décisions pour protéger « la sécurité nationale ». La dernière en date concerne les routeurs Wi-Fi. À l'automne dernier, on apprenait que les États-Unis avaient dans leur viseur une nouvelle entreprise chinoise. Cette fois, c'était TP-Link, marque de routeurs Wi-Fi très prisée outre-Atlantique, qui allait être interdite sur le territoire américain, étant accusée de collecter les données des citoyens du pays. Mais l'annonce qui vient d'être aujourd'hui faite par Washington est beaucoup plus large que cette simple société.

Plus aucun nouveau routeur Wi-Fi produit à l'étranger ne sera commercialisable aux États-Unis

Avec Donald Trump, on ne rigole plus quant aux questions de sécurité nationale, et ce, dans tous les domaines. C'est encore une fois le message que veut faire passer l'administration actuelle, cette fois à travers une décision de la Federal Communications Commission (FCC), régulateur des télécommunications de la première puissance du monde. Celle-ci vient en effet d'annoncer que, dorénavant, tous les routeurs Wi-Fi produits à l'étranger ne pourront plus être commercialisés sur le territoire américain - une décision qui s'est appliquée immédiatement. On précise que cette interdiction s'applique aux nouveaux modèles, les modèles déjà existant pouvant encore être importés ou utilisés.

60% des routeurs aux États-Unis sont made in China

Ce qui est intéressant de noter ici, c'est que, comme le fait remarquer Reuters, au moins 60% du marché américain des routeurs est détenu par des entreprises chinoises. Pour la FCC, les routeurs interdits posent « un risque grave en matière de cybersécurité qui pourrait être exploité pour perturber immédiatement et gravement les infrastructures critiques des États-Unis. » Le régulateur estime que ces routeurs peuvent être utilisés « pour attaquer des foyers, perturber des réseaux, mener des activités d'espionnage et faciliter le vol de propriété intellectuelle. » Il cite en exemple la menace que fait peser le réseau Typhoon, affilié à la Chine, et qui infiltre les infrastructures critiques à travers la planète. Des exemptions à l'interdiction générale édictée pourront être obtenues, après analyses fouillées du Pentagone.

■ Brèves

Vertiv rachète Thermokey

Spécialisé dans les solutions d'infrastructure et notamment de refroidissement des datacenters, Vertiv a annoncé l'acquisition pour un montant non communiqué de la société italienne Thermokey. Créée en 1991, elle est spécialisée dans les échangeurs thermiques et propose des solutions pour les datacenters. Dans son catalogue, on retrouve des modules aéroréfrigérants (dry cooler), des condenseurs et des condensateurs. Avec cette acquisition, Vertiv étoffe son portefeuille en gérant de bout en bout la chaîne thermique, allant du refroidissement liquide des racks, du refroidissement par air à la dissipation de la chaleur. Ce dernier est « un enjeu de plus en

plus crucial pour les data centers et les usines IA », souligne Giordano Albertazzi, DG de Vertiv dans un communiqué.

La FCC interdit l'importation de routeurs étrangers

Dans une décision publiée hier soir, l'autorité fédérale américaine précise que cette interdiction concerne « tous les routeurs grand public produits à l'étranger ». Elle n'affecte pas l'importation ni l'utilisation des routeurs existants, mais seulement les équipements les plus récents qui n'ont pas reçus l'homologation de la FCC. Pour justifier cette décision, la commission explique que ces routeurs « présentent des

risques inacceptables » pour la sécurité nationale américaine. Elle fait référence à la campagne d'attaques menée par les groupes Volt, Salt et Flax Typhoon. La plupart des fabricants sont touchés par cette annonce, TP-Link, Asus et même Cisco et Netgear qui construisent leurs routeurs en dehors du territoire américain.

SK Hynix acquiert 8 Md\$ d'équipements ASML

Selon Bloomberg, le fabricant de puces mémoires prévoit d'investir près de 8 Md\$ dans des équipements de pointe pour la fabrication de puces par lithographie extrême ultraviolet (litographie EUV), fournis par ASML. L'objectif est de renforcer

ses capacités de production de mémoire à large bande passante (HBM) pour répondre à la croissance de la demande en infrastructures IA. Le type de mémoire concernée n'est pas précisé, mais étant donné que ce contrat est conclu pour une période allant jusqu'à 2027, elle ne devrait pas concerner la prochaine génération de puces HBM 5 (attendue à partir de 2029) mais sans doute plus vraisemblablement la HBM4 et/ou 4E.

Mozilla dévoile une base de connaissance pour agents IA

Mozilla développe cq, un projet open source conçu pour permettre aux agents IA de découvrir et de partager des

connaissances collectives. Selon l'éditeur, l'objectif est d'éviter aux agents de consommer inutilement des tokens lors des phases de diagnostic et de résolution de problèmes en consultant au préalable une base de données de connaissances partagée et alimentée au fil de l'eau par les agents IA. Actuellement, ils peuvent être aidés à l'aide de fichiers de contexte comme agents.md, skill.md ou claude.md, mais Mozilla compte proposer un outil plus dynamique ne reposant pas sur des instructions statiques. Écrit en Python, cq est encore peu avancé mais inclut cependant déjà un conteneur Docker pour l'exécution, une API Team pour le réseau une base de données SQLite et un serveur MCP.

Chez Stellantis, Fiat est-il en train de concurrencer sérieusement Citroën ?



Dans un marché européen qui perd un point sur les deux premiers mois de l'année, une marque sort du lot. Fiat retrouve en effet des couleurs et profite du lancement de la Grande Panda sur les principaux marchés du continent pour se redresser. Fiat figure parmi les marques qui ont le plus progressé en ce début d'année, et ce n'est probablement qu'un début : le constructeur vient d'annoncer son retour sur le segment C avec deux nouveautés à venir. Désormais, Fiat dépasse Citroën au niveau européen. Beaucoup ont tendance à rapprocher Citroën et Fiat au sein du groupe Stellantis pour des questions de positionnement et de représentation auprès du grand public : des constructeurs historiques, à l'image plutôt populaire (dans le bon sens du terme) et proche de l'automobiliste classique grâce à des produits qui ont conquis les foules par le passé. La 2CV pour l'un, la 124, Panda ou 500 pour l'autre. Mais en ce début d'année, les destins se croisent chez Stellantis : l'un progresse beaucoup plus fortement que l'autre et les rôles s'inversent. Hasard du calendrier et des lancements en cours ou vraie tendance ? Difficile à dire pour l'instant, mais une chose est sûre : avec un catalogue bien moins fourni que Citroën, Fiat se permet de lui griller la politesse au niveau européen. Et le fait que la nouvelle direction de Stellantis soit italienne devrait jouer en la faveur de la marque turinoise sur les prochaines années.

Fiat dépasse désormais Citroën en Europe

Le bilan est encore court mais instructif. Sur les deux premiers mois de l'année, Citroën progresse de 8,3 % en Europe quand Fiat explose à + 42,1 % ! C'est tout simplement la marque la plus dynamique du Vieux Continent actuellement. Et l'arrivée de la Grande Panda n'est pas étrangère à ce succès, même si les premières livraisons avaient déjà commencé en début d'année dernière chez nous. De bon augure pour la suite ? Probablement. Car Fiat ne va pas s'arrêter en si bon chemin. Le constructeur italien a vécu des moments difficiles notamment avec la dégringolade de la 500 électrique, rapidement épaulée par une variante thermique à hybridation légère pour sauver les meubles. Mais c'est bel et bien cette Grande Panda qui donne un nouveau souffle à Fiat encore englué pour l'heure dans une position de marque de segment B. Plus pour très longtemps. Toujours chez Stellantis, notons la contre-performance de Peugeot au niveau européen qui est la seule marque majeure à perdre du terrain en ce début d'année. DS et Alfa Romeo, eux, sont clairement dans le dur... Les futures Fiat pour aller encore plus haut ? A la clôture du mois de février, Fiat a donc écoulé 63 000 voitures en Europe contre 60 000 pour Citroën. L'an dernier à la même époque, Fiat vendait 11 000 voitures de moins que Citroën. Mais il manque encore des modèles plus familiaux chez Fiat, alors que Citroën dispose notamment des C3 et C5 Aircross et autre C4 cousine de Peugeot 308. Ils sont bel et bien prévus puisque Fiat prévoit de lancer deux nouveaux SUV probablement basés sur une plateforme Smart Car (Grande Panda, C3...) étirée à son maximum, comme cela a été confirmé récemment sur les réseaux sociaux du constructeur. Dont un crossover de type "fastback" déjà aperçu sur les routes. Il serait toutefois regrettable de voir Fiat privé de plateforme STLA Medium (Citroën C5 Aircross, Peugeot 3008...) pour produire un modèle un peu plus cossu, mais là n'est pas non plus le positionnement de la marque volontairement plus accessible... Nous devrions les découvrir au prochain Mondial de Paris où Stellantis s'annonce déjà comme très actif avec un paquet de marques et nouveautés présentes sur les stands.

UNE CITADINE POLYVALENTE AVEC UN STYLE ORIGINAL, ÇA VOUS TENTE ?

La Fiat Grande Panda répond à ces critères

Son nom pourrait induire en erreur, la Fiat Grande Panda, n'est pas l'héritière de la Fiat Panda. Elle est bien plus grande et aussi plus moderne, puisqu'elle reprend la plateforme de la Citroën C3 et ses motorisations. Affichant un style original, une belle polyvalence et un tarif attractif, cette auto méritait un guide d'achat.

Avec trente centimètres de plus qu'une Fiat Panda soit 4 m de long, la Fiat Grande Panda a tout d'une grande citadine. Et elle vient en effet se frotter aux Peugeot 208, Renault Clio 6 et bien sûr Citroën C3 dont elle est la cousine technique. Cette citadine italienne est fabriquée pour le marché européen à Kraqujevak en Serbie et elle partage la plateforme Smart Car avec la C3. Présentée officiellement le 11 juillet 2024 à l'occasion des 125 ans de la marque Fiat, la Fiat Grande Panda est depuis le début de l'année 2025 dans les concessions de la marque italienne. Elle surprend par l'originalité de sa ligne, ses formes très cubiques qui sont un peu dans l'esprit de la première Panda. Une Panda à qui elle emprunte quelques détails de style comme les phares rectangulaires, le nom Fiat à gauche dans la calandre, les feux imposants à l'arrière, etc.

Une grande citadine comme son nom l'indique

Avec des mensurations de citadine polyvalente, la Fiat Grande Panda s'éloigne de ce qui fut la première Panda (commercialisée de 1982 à 2003) en étant plus longue de trente centimètres, plus large de 20 centimètres et moins haute de sept centimètres. Cela se constate à bord avec deux belles places à l'avant, une banquette arrière qui est confortable pour deux adultes qui bénéficieront d'un espace correct pour leurs genoux. Quant au volume de coffre, avec une capacité de 361 litres pour l'électrique et 412 litres pour les thermiques, il permettra à une petite famille de partir en vacances sans avoir trop de mal pour y installer leurs bagages. De plus, au rayon des détails pratiques, la Fiat Grande Panda dispose d'un grand nombre d'espaces de rangements, dans les contre-portes, dans l'accoudoir central (indisponible avec la finition d'entrée de gamme et avec le moteur essence), deux boîtes à gants, mais une seule avec couvercle avec la version d'entrée de gamme. Le design intérieur de la Grande Panda est surprenant, avec des couleurs vives pour égayer les plastiques durs qui sont assez nombreux mais agréablement sculptés, seuls les assemblages déçoivent par leur manque de rigueur.

Un équipement à la hauteur avec la finition Icône

En ce qui concerne l'équipement, la Fiat Grande Panda est bien pourvue à partir de deuxième niveau de finition (Icône) et dispose d'une instrumentation numérique de 10 pouces, d'un écran tactile de 10,25 pouces équipé de la navigation et de la connectivité smartphones sans fil, la climatisation est automatique (monozone), les jantes en acier se couvrent d'enjoliveurs, le frein de parking est électrique avec les versions hybride et électrique, il y a une caméra de recul, des radars de stationnement avant et arrière, un régulateur et limiteur de vitesse, des rétroviseurs extérieurs à réglage électrique et dégivrants, les quatre vitres sont commandées électriquement... Fiat privilégie les trois finitions (Pop, Icône et La Prima) et



ne nombre pas son catalogue de multiples options, puisque l'inventaire des options est facile à faire, ce sont des packs : Pack Style et Hiver pour la finition Icône, Pack Hiver pour La Prima, la finition d'entrée de gamme Pop se contentant d'une unique teinte en option (Blanc Gelato à 700 €) et un chargeur embarqué de 11 kW AC (300 €) en lieu et place du chargeur de 7 kW de série pour le modèle électrique. Pour toutes les finitions, la teinte Rouge Passion est de série.

Thermique, hybride ou électrique, on a le choix

L'offre de motorisations se compose de trois moteurs, deux thermiques dont un bloc trois cylindres 1.2 Turbo de 100 ch associé à une boîte manuelle à six rapports ainsi qu'une motorisation hybride 48V de 110 ch de puissance cumulée (100 ch pour le bloc thermique, 28 ch pour l'électrique) avec boîte automatique à six rapports. Enfin, pour le modèle « zéro émission », on trouve une motorisation électrique de 113 ch avec batterie de 43,8 kWh de capacité utile, autorisant une autonomie maximum en cycle mixte (WLTP) de 320 km. À noter que la Grande Panda électrique dispose d'un câble de recharge sur enrouleur. Il est placé derrière une trappe dans la calandre, une idée géniale qui se révèle bien pratique. Malgré la puissance réduite de ces trois motorisations, la Fiat Grande Panda se révèle suffisamment performante pour une utilisation quotidienne, mais bien entendu n'a rien d'une sportive.

D'autant plus que, comme pour sa cousine Technique Citroën C3, elle dispose d'un amortissement un peu mou qui entraîne mouvements de caisse quand le rythme augmente. La direction est également peu informative et assez légère. Mais il n'y a rien de dramatique pour autant. La Fiat Grande Panda reste une voiture attachante si l'on conduit sagement, mais n'est pas au même niveau, en ce qui concerne son comportement routier et son dynamisme, à ce que procure la conduite d'une Peugeot 208 ou d'une Renault Clio 6, qui sont de plus « grandes routières » qu'elle.

Une citadine bien de son temps

Dans la catégorie des voitures à prix attractif, la Fiat Grande Panda se place comme une concurrente directe de la Citroën C3, sa cousine technique, et peut faire face sans rougir à une Dacia Sandero qui dispose d'un intérieur un peu moins haut de gamme et de prestations moindres en ce qui concerne le comportement routier. La Fiat Grande Panda est une auto agréable au quotidien, pour qui la ville est le terrain de prédilection, mais qui n'a pas peur des grands espaces en particulier avec les motorisations thermiques. La motorisation électrique sera quant à elle, à réserver en priorité, aux déplacements urbains et péri-urbains. Enfin, il est bon de savoir que cette auto existera dans quelque temps en versions quatre roues motrices, une Fiat Grande Panda 4x4 dont la fiche technique est encore tenue secrète.

Mots fléchés

L'alyte (3 mots) Monsieur 100'000 volts	Pensée Qui est enduit d'une couche de mortier	Privé de crocs	Passage montagnoux	Poissons d'eau douce	Multinationales Invention de la préhistoire	Dément	Rivière suisse
			Instrument de musique				
Son aigu émis par les cordes vocales Don		Embouchure	Petit tou	Machine hydraulique Arme blanche			
			Rager Petit fruit				
Interpellée						Absence	Entrelacement de trois mèches de cheveux
Chope			Général confédéré		Limité Erbium		
Pantalon de sport	Déshabillé		Symbole musical De la même mère			Lieu de fouilles Département français	
			Déchet organique	Longue période	Vêtement féminin Écluse		
Véhicule	Localisées				Pronom personnel		
		Train de banlieue Paragraphe d'un psaume		Desséché			
Aigre	Authenticités Petits ruisseaux				Terres incultes	Orateur grec	
		Indium		Excuser	Note moyenne	Isolé	Crochet de boucher
Divinité égyptienne Grand pays		Habitante d'un pays asiatique					
			Habituels				
Effondrements	Au-delà duquel il n'y a plus rien	Divaguer	Argon Arme du Japon		Pensées Seul		
			Tas de sable			Implorer	
Article arabe Objectif		Petit rongeur			Visé	Foyer de cheminée	Sésame
		Vient de rire De bonne heure		Fleuve africain Bière anglaise		Courbe Espion de Louis XV	
Coutume			Vainqueur cinq fois du tour de France Geste de scout				
Avarié	Vieux juron				Lisière		
		Ventilé			Vigueur		

PÉTROLE

Le Brent à près de 100 dollars le baril

Les cours du pétrole évoluaient en baisse mercredi, après plusieurs séances de forte progression, dans le sillage de la situation au Moyen-Orient et au Golfe. Le Brent, considéré comme la référence mondiale du brut, a cédé 5,42% par rapport aux séances de la veille et évoluait tout près de 100 dollars le baril, pour livraison en mai. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, tombait de 5,39% à 87,37 dollars.



ACCIDENTS DE LA ROUTE
36 morts et 1984 blessés en une semaine

Trente-six (36) personnes sont décédées et 1984 autres ont été blessées dans 1564 accidents de la route survenus durant la période du 15 au 21 mars, dans plusieurs wilayas, indique, mercredi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'Sila avec 5 morts et 95 blessés dans 50 accidents de la circulation, précise la même source. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 502 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (69 incendies), Blida (36) et Annaba (19). S'agissant des cas d'intoxication au monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffage et chauffe-eaux, les secours de la Protection civile ont effectué 41 interventions pour la prise en charge de 98 personnes incommodées par ce gaz, déplorant, toutefois, le décès de 7 personnes à El Bayadh et une personne à Sétif.

RAPPORT

L'Asie principal moteur de la croissance avec un taux 4,5% en 2026

L'Asie reste le principal moteur de la croissance mondiale, avec une expansion économique prévue de 4,5% en 2026, selon un rapport publié, mardi, par le Forum de Boao pour l'Asie (FBA). La part de l'Asie dans le PIB mondial devrait poursuivre sa trajectoire ascendante, passant de 49,2% en 2025 à 49,7% en 2026 en parité de pouvoir d'achat, selon le rapport intitulé "Rapport annuel 2026 sur les perspectives économiques et les progrès de l'intégration en Asie"; Se déroulant du 24 au 27 mars, la conférence de cette année a pour thème "Façonner un avenir commun : nouvelles dynamiques, nouvelles opportunités, nouvelle coopération". Les fondements de l'intégration commerciale asiatique ont continué de se renforcer, note le rapport, citant des données selon lesquelles la dépendance commerciale intrarégionale est passée de 56,3% en 2023 à 57,2% en 2024, les principales économies de la région orientant de plus en plus leurs relations commerciales



les unes vers les autres. "La Chine et l'ASEAN continuent de se démarquer comme les deux piliers de stabilité de la région", souligne ce document. Les écono-

mies de la région Asie-Pacifique passent de plus en plus d'une intégration individuelle dans les chaînes de valeur mondiales à un modèle d'intégration régionale partagée, nombre d'entre elles progressant dans la chaîne de valeur grâce au soutien de la région, précise-t-il. La région reste également la première destination mondiale pour les investissements directs étrangers, reconnue pour sa résilience, son potentiel de croissance et son attrait durable auprès des investisseurs internationaux, précise le rapport. Fondée en 2001, le FBA est une organisation internationale non gouvernementale qui s'engage à promouvoir l'intégration économique régionale et à rapprocher les pays asiatiques de leurs objectifs de développement. La conférence annuelle du Forum se déroule du 24 au 27 mars, sous le thème "Façonner un avenir commun : nouvelles dynamiques, nouvelles opportunités, nouvelle coopération".

APS

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or progresse soutenu par la faiblesse du dollar

L'or a progressé de plus de 2 % mercredi, soutenu notamment par un dollar en repli, ce qui a atténué les inquiétudes liées à l'inflation et aux hausses de taux d'in-

térêt mondiaux. A l'ouverture, l'or au comptant gagnait 2,5 % à 4.587,09 dollars, tandis que les contrats à terme américains pour livraison en avril avan-

çaient de 4,2 % à 4.586,10 dollars. L'affaiblissement du billet vert rend les métaux précieux libellés en dollars plus attractifs pour les investisseurs étrangers.

A court terme, l'or devrait rester sensible aux anticipations de politique monétaire de la Réserve fédérale, à l'évolution du dollar et aux tensions géopolitiques. Les autres

métaux précieux ont également progressé : l'argent a gagné 3,6 % à 73,78 dollars l'once, le platine 2,2 % à 1.978,10 dollars et le palladium 1,5 % à 1.461,56 dollars.

Chronique Eco
d'Anouar El Andaloussi

La guerre, la crise de l'énergie et l'après-guerre : impacts sur l'économie.

La guerre du golfe est à sa quatrième semaine, les destructions sont énormes des deux côtés. Le secteur de l'énergie est le plus sensible et celui qui a le plus d'impacts sur l'économie mondiale.

La destruction, totale ou partielle, du gisement géant que partagent l'Iran et le Qatar en offshore est, à ce jour, la plus grande destruction si l'on considère les volumes de gaz produits, les investissements consentis et les volumes exportés par le détroit d'Ormuz, principalement vers l'Asie et l'Europe. Les réserves estimées sont de l'ordre de 50 Milliards de Milliards de M3 entre les deux pays, alors que les délais nécessaires pour les travaux de réhabilitation des installations sont estimés à 3 à 5 ans ; les destructions affectent plus de 30% de la production. L'impact immédiat sera une augmentation significative du prix du GNL. L'hypothèse d'une hausse entre 40 et 50% du prix est retenue par les experts. Ainsi le prix passerait de 35 Euros/Mg Watt/h à 60-65 Mg/W/h. Cette hausse du prix du gaz se répercutera sur les autres marchandises et entraînera une inflation généralisée et certainement un ralentissement de la croissance. La Chine, principal client du gaz Iranien sera fortement impactée, elle se reposi-

tionnera sur les marchés hors Iran et se retournera davantage vers la Russie, alors que l'Europe sera sous l'emprise des USA, tout en faisant de la sobriété énergétique une vraie politique et non une simple recommandation pour l'efficacité énergétique. Le Japon a commencé l'utilisation des réserves au même titre que la Chine. Tous les instituts de statistiques et de conjoncture se sont lancés cette semaine dans la réévaluation des taux d'inflation et des taux de croissance suite aux fortes hausses du prix du pétrole. Ainsi plusieurs pays européens, dont la France, sont déjà positionnés à plus de 2% comme taux d'inflation alors que les prévisions pour 2026 avant la crise ont donné des taux bien inférieurs. Dans une économie mondialisée, la transmission de l'inflation se fait très rapidement et même les pays autosuffisants en énergie subiront l'inflation dite importée. L'annonce de négociations entre les USA et l'Iran dans les prochains jours a eu un effet immédiat sur les prix qui sont descendus au-dessous des 100 \$; c'est dire la forte sensibilité du marché du pétrole à la conjoncture. Face à cette crise sur les marchés de l'énergie et surtout le nombre de cadavres rapatriés aux USA, Trump accep-

tera tous les compromis pour maintenir un prix acceptable pour le marché américain et faire face à la montée du mécontentement des américains. Il dispose d'un levier important, celui d'agir sur les volumes produits en Amérique grâce aux capacités disponibles qui avoisinent les 18000 barils/jour. Elles demeurent toutefois insuffisantes pour compenser les volumes sortant du Golfe persique. La guerre qu'il a lancée contre l'Iran est un signal aux pays arabes du Golfe que leur pétrole et leur gaz ne sont pas si importants pour l'Amérique que par le passé, depuis que ses capacités de production sont devenues énormes. Son parapluie sur ces pays s'est un peu relâché, malgré le prix fort qui a été payé. Ils devront revoir leurs stratégies « assurance-vie » pour l'avenir. La crise peut, à court terme, ralentir les politiques de décarbonations et, à moyen et long termes, être un moteur d'accélération des investissements dans les énergies renouvelables et soutenir les politiques de transition énergétique. Sommes-nous rentrés dans une nouvelle recomposition du Grand Moyen Orient (qui comprend aussi l'Afrique du Nord) ? Tout indique que le processus est lancé. Les trois puissances militaires de la Ré-

gion se préparent à l'après-guerre avec des atouts différents pour exercer un véritable leadership sur les micro-Etats : Iran, Turquie et Israël. L'Egypte est quelque peu neutralisée par ses accords avec l'entité sioniste, ses alliances formelles avec les Etats du Golfe et ses contraintes économiques internes. Si l'Iran sort « vainqueur » de ce conflit, même avec un gain symbolique qui sera issu des négociations, il aura un sérieux avantage sur les autres. En effet, sa position géographique, ses réserves en hydrocarbures et son expérience dans la gestion des crises seront des atouts significatifs. Si par contre Israël sortira « vainqueur » grâce au soutien américain, le projet du « Grand Israël » sera lancé. La Turquie utilisera son atout de puissance économique et militaire. Une chose est sûre : la région ne sera plus comme elle était avant la guerre. Il y aura de nouveaux repositionnements, de nouvelles alliances, de nouveaux protecteurs des petits Etats et de nouveaux enjeux. Israël, principal acteur jusqu'à présent, jouera sa survie ou son hégémonie sur toute la région. Les enjeux dans l'après guerre sont énormes.